

N° 6

année : 1978 - mai

SOMMAIRE.

- EDITORIAL.....p. 3
- LES SYNDICATS INDEPENDANTS.....p. 5
- REVUE DE PRESSE.....p.19
- LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE.....p.24
- LE PROGRAMME EN 13 POINTS DU FRELON.....p.28
- FEUILLETON POUR L ANNIVERSAIRE DU
MANIFESTE DE JUILLETp.31
- L OPPOSITION INTELLECTUELLE ET
LA CLASSE OUVRIEREp.35

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR DE LA
CLASSE OUVRIERE NE PEUT ÊTRE MENÉE QUE
PAR LA CLASSE OUVRIERE ELLE -MÊME**

EDITORIAL

Chers lecteurs,

C'est maintenant la sixième fois que nous entrons en contact grâce au FRELON, ce qui s'adresse autant à nos lecteurs polonais que français, avec bien sûr, de bien plus grandes difficultés avec les premiers.

En effet, l'une des tâches qui anime notre comité de rédaction est avant tout l'établissement de ce contact avec les lecteurs polonais, que, certes la repression et la censure bureaucratique ne facilite pas. Mais c'est justement à cause de cela que ce bulletin s'adresse avant tout à eux privés de toute expression libre, c'est pour cela que le FRELON est de ce point de vue d'une grande signification car c'est une TRIBUNE LIBRE DE DISCUSSION, INDEPENDANTE DE LA CENSURE. Il existe, bien sûr en Pologne, d'autres publications indépendantes et par là considérées illégales par le régime GIEREK, nous en avons déjà plusieurs fois discuté dans ces colonnes, c'est par exemple le journal ROBOTNIK - l'ouvrier - GOSPODARZ - le paysan - OPINIA - l'un des derniers parus, des revues étudiantes comme BRATNIAK, littéraires ZAPIS, PULS, etc... et de nombreux bulletins d'information et communiqués des différentes organisations d'opposition déclarées ouvertement : KSS/kor - ROPCIO - SKS- comité étudiant de solidarité, universités volantes, syndicat indépendant de Katowice, comité de fondation pour des syndicats libres de la Baltique...

Et justement il s'agit de la discussion entre ces différents groupes, de la discussion avec la rédaction du FRELON, entre les lecteurs français et polonais aussi de ce bulletin.

Notre comité de rédaction est composé en partie de polonais vivant dans un autre système politique, mais qui haïssent eux aussi autant le régime néo-stalinien du POUF, en partie de représentants d'autres nationalités qui se réclament tous du mouvement ouvrier. C'est pourquoi pour eux la question polonaise, la lutte de la classe ouvrière polonaise et d'une partie de l'intelligentsia est partie prenante de leur programme d'action car la terreur policière, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'occupation ou la domination politique et économique ont les mêmes conséquences partout, dans tous les systèmes politiques, et sont inacceptables pour les militants ouvriers que sont les membres de notre rédaction.

Et si le FRELON est aussi édité en français c'est justement parce qu'il est très important que la classe ouvrière française qui s'intéresse tant à tout ce qui se passe dans le bloc soviétique, et donc aussi en Pologne ait une information vraie et directe sur ces problèmes sans les déformations qu'apporte la grande presse ou la presse des partis communistes occidentaux, attachés, les uns comme les autres au maintien du statu quo actuel.

En effet, le prolétariat français ou des autres pays capitalistes réagit vivement à toutes les manifestations dirigées contre la bureaucratie, car, seule la lutte commune contre les classes dominantes dans le statu-quo mondial, apportera et garantira la vraie liberté des peuples, qui fera que des mots comme socialisme et démocratie se verront enfin réalisés.

Les dirigeants des pays capitalistes comme leurs homologues du bloc soviétique parlent beaucoup de détente et de paix, et cherchent par tous les moyens dont ils disposent à faire entrer dans les cerveaux de leurs peuples que la paix est le seul bienfait sur terre.

Nul d'entre nous n'oserait en contester le fondement ou la nécessité. La paix est sans conteste le seul but que l'humanité poursuit depuis des dizaines de siècles.

Mais on ne peut parler de paix lorsque des millions et même des centaines de millions d'êtres humains sont sous l'occupation ou la domination d'autres puissances et lorsque dans ces pays impérialistes eux-mêmes les citoyens voient leurs libertés très restreintes et sont implacablement exploités par les classes et castes au pouvoir.

LA VOIX, LA RESISTANCE DU PEUPLE, DE LA CLASSE OUVRIERE POLONAISE DOIVENT FAIRE LEUR JONCTION AVEC LA LUTTE DU PROLETARIAT DANS LE MONDE ENTIER.



On appelait populairement Staline en Pologne et dans le monde entier : le porte drapeau de la paix. Et pourtant il faudrait plusieurs tomes pour résumer tous ses crimes.

BREJNEV et CARTER, HUSAK ou GIEREK, SCHMIDT ou PINOCHET veulent tous la paix, les uns comme les autres. Mais cette paix ils ne la désirent pas pour le prolétariat mondial qui vit dans l'exploitation.

Ils veulent la paix pour sauvegarder un statu quo si commode pour eux, pour maintenir leur domination.

Voilà pourquoi, chers lecteurs, de toutes nationalités, nous attendons vos lettres.

L'heure de la confrontation entre le prolétariat d'une part et la classe capitaliste et la bureaucratie stalinienne d'autre part, se rapproche rapidement.

LES SYNDICATS INDEPENDANTS

Dans le numéro quatre du FRELON, nous avons reproduit l'interview qu'un groupe d'ouvriers soviétiques avaient accordé au journal américain le NEW YORK TIMES.

La rencontre avait eu lieu dans un petit appartement de la banlieue moscovite et les journalistes américains étaient très étonnés, car, pour "la première fois", ils n'avaient pas affaire à des "dissidents intellectuels" luttant pour "les libertés démocratiques", "l'application des accords d'Helsinki" ou "leur départ pour Israël". La majorité de leurs interlocuteurs, cette fois-là, c'étaient des ouvriers.

Et ces ouvriers leur expliquaient qu'ils s'étaient tournés vers eux "en dernier recours", après "s'être adressés en vain aux instances du parti et du gouvernement".

Ils exigeaient l'application de ce qu'ils appelaient "le droit de porter plainte" et avaient expliqué aux journalistes dans quelles circonstances, ils s'étaient rencontrés. Tout simplement dans les files d'attente devant les bureaux des réclamations du Conseil suprême de l'U.R.S.S., du palais de justice et du comité central.

Ils avaient tous, sans exception, été renvoyés de leur travail de façon illégale, pour avoir osé protester contre des abus commis par la direction des entreprises ou des établissements qui les employaient.

A la suite de ce renvoi, ils n'avaient bien évidemment aucune chance de retrouver quelque travail que ce soit. Leur porte-parole était l'ancien mineur du Donbass : Vladimir KHLEBANOV.

Le 1er février, ces mêmes ouvriers annonçaient la fondation d'un nouveau SYNDICAT LIBRE. Libre, c'est à-dire, indépendant de tout parti, de toute administration et de l'état. Dans le même temps, ils lançaient un appel à l'O.I.T. - l'Organisation Internationale du Travail - et aux SYNDICATS OUVRIERS DE L'OCCIDENT pour qu'ils leur apportent leur "soutien moral, matériel et politique".

C'est ainsi qu'ils lançaient par dessus les frontières, une nouvelle fois le vieux cri PROLETAIRES UNIS-SONS-NOUS, l'appel à la solidarité de classe du mouvement ouvrier international.

Ils publiaient également les statuts de ce nouveau syndicat indépendant ainsi qu'une première liste de deux cents membres.

Cet article a pour but avant tout de présenter à nos lecteurs polonais, que la censure vise à isoler complètement les plus larges extraits possibles de ces paroles de liberté qui résonnent aujourd'hui en Union Soviétique, car elles sont d'une importance capitale, non seulement pour les travailleurs soviétiques, mais aussi pour les ouvriers polonais, pour la classe ouvrière mondiale.

Dans le pays même où est née la tyrannie bureaucratique byzantine, l'action courageuse d'individus comme KHLESANOV et ses camarades, montre que tous les peuples opprimés de ce pays se dressent comme une ombre menaçante contre le tyran, ce qui fait espérer que la nuit de la terreur et de l'oppression politique touche à sa fin et que l'aube est très proche maintenant.

Quant aux répressions dont le régime du Kremlin use à l'encontre des fondateurs du syndicat libre, elles sont la preuve de sa faiblesse et de son effroi devant ce danger mortel pour lui.

ADRESSE A L'O.I.T.

" Nous, chômeurs soviétiques venus à MOSCOU de diverses villes et républiques du pays, sommes contraints de vous demander par cette ADRESSE votre aide matérielle et morale à travers la presse des pays occidentaux. Nous n'avons aucune autre possibilité.

Nous avons tous été licenciés de notre travail pour avoir dénoncé des abus ou pour avoir critiqué ouvertement les dirigeants des usines où nous travaillions (pillage de biens matériels, pots de vin, falsification des chiffres préjudiciables graves causés à la production, violations grossières de la législation du travail, etc...)

Nous sommes des gens d'âge moyen (35-45 ans), nous travaillons depuis plusieurs dizaines d'années.

Cela fait de un à cinq ans que nous sommes privés de travail."

Il semblait que les problèmes que nous soulevions devaient recevoir le soutien si ce n'est des autorités locales, du

moins des instances supérieures et de la presse.

D'un côté le parti et le gouvernement appellent les citoyens soviétiques à rétablir l'ordre nécessaire là où celui-ci est transgressé, dans la production, la vie de l'état ou de la société. Mais de l'autre, les organes soviétiques du pouvoir s'acharnent féroce-ment contre ceux qui se conforment strictement à la légalité et interviennent dans l'intérêt de la production, répondant ainsi aux appels de la propagande.

"Tous nos efforts pour obtenir justice auprès des autorités ont été vains."

" Nous nous sommes adressés, chacun en particulier, aux organes centraux du pouvoir soviétique : CC du PCUS, Présidium du Soviet Suprême, Conseil des Ministres de l' U.R.S.S., Conseil Central des Syndicats, on ne nous a pas répondu."

"Les organes judiciaires répondent à nos questions, mais il s'agit toujours de faux fuyants bureaucratiques, de nous renvoyer d'une instance à l'autre. Quand nous nous adressons aux instances supérieures, au lieu de mesures constructives, on emploie à notre égard, pour avoir usé de notre droit de plainte, des méthodes inadmissibles : sous le prétexte de nous inscrire à une audience avec la direction, on nous arrête, individuellement ou par groupe et on nous envoie à la milice ou en hôpital psychiatrique."

Cela se pratique dans les instances les plus élevées : à l'accueil du CC du PCUS, du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. et du Ministère Public.

On ne peut obtenir d'audience dans aucune administration supérieure soviétique, tous les personnages haut placés, nos "serviteurs" comme ils s'appellent eux-mêmes, sont protégés de nous par la police.

" Nous avons décidé de nous unir. Nous avons tenté d'obtenir satisfaction col-

lectivement, on a continué, comme auparavant, à nous faire expulser de Moscou par la police, à nous interner en hôpital psychiatrique."

Nous nous sommes adressés collectivement à toutes les organisations sociales, du parti, soviétiques, syndicales, aux rédactions des journaux centraux : la Pravda, les Izvestias, Troud, Literatournaïa Gazeta, aux revues OGONIOK, KOMMOUNIST, la Vie du Parti, la légalité Socialiste, on ne nous a pas répondu.

" Nous espérons que la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. amènerait des changements à l'arbitraire dont sont victimes les travailleurs, les faits de répressions et d'internements en hôpital psychiatrique cités dans cette ADRESSE prouvent que la nouvelle constitution n'est pas prise sérieusement en considération par les organes soviétiques et sert seulement de paravent pour tromper le peuple soviétique et l'opinion publique mondiale."

Après que nous ayons rendu publics des actes d'arbitraire et de violence, on nous a invité à la rédaction du journal les IZVESTIAS et au comité du KGB, où l'on nous a promis de l'aide.

En fait, tout cela n'était que tromperie :

La rédaction des IZVESTIAS ne poursuivait qu'un but en nous recevant un à un, en nous flattant de promesses, tout concourait à déterminer qui de nous était l'organisateur, tout était fait pour nous diviser, pour semer chicanes et querelles.

Les organes du KGB voulaient découvrir le nombre exact, les adresses des membres de la protestation collective pour les expulser de Moscou ou les interner en hôpital psychiatrique.

" C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser notre syndicat véritablement indépendant, pour avoir, sur le plan officiel et juridique, le droit de défendre nos droits et intérêts, d'associer tous ceux qui le désirent

dont les droits sont injustement bafoués - en quelque domaine que ce soit - pour mener une lutte commune pour défendre nos droits garantis par la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S."

"Nous considérons que c'est seulement par notre Union et en nous appuyant sur l'opinion publique des travailleurs de tous les pays, que nous pouvons contraindre nos dirigeants à respecter les travailleurs du rang."

Les syndicats soviétiques ne défendent pas nos droits et n'ont pas l'autorité nécessaire, car les positions clés dans le syndicat sont occupées par des communistes, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas réussi à percer dans les organisations du parti, tous sont ingénieurs ou techniciens et s'ils ne sont pas élus ils tombent sous la dépendance directe de l'un ou l'autre des dirigeants de l'entreprise et, ne fût-ce qu'en raison de ces considérations, sont obligés de suivre toujours l'avis de la direction.

"Les élections syndicales sont purement formelles : les présidents des Comités Syndicaux sont élus et désignés par la direction de l'usine, le secrétaire du parti et le Comité de district du PCUS."

Voici comment cela se passe : suivant les statuts, il y a un délégué pour dix syndiqués élu à la conférence d'élection.

Il faut remarquer qu'en U.R.S.S. il n'est pas une entreprise où les employés et les ouvriers ne soient syndiqués à 100 %.

Tout cela serait démocratique si ... les délégués étaient élus en assemblée générale, en présence de tous.

Dans la pratique pour être sûrs à l'avance d'être soutenus, la direction et le comité du parti ont recours au truc suivant : les délégués sont choisis par atelier ou secteur de travail. On réunit préalablement le personnel ingénieurs et techniciens et le président du syndicat, ainsi que le secrétaire du parti et le directeur imposent le mode "d'élection" des délégués.

Ensuite ont lieu les élections par atelier ou secteur, en général le chef d'atelier ou de secteur "recommande", c'est-à-dire inscrit pour le vote ses protégés, ceux-ci par reconnaissance proposent sa candidature et celle des contremaîtres ; de plus dans chaque secteur on présente encore quelque employé de l'entreprise sous couleurs de compétence, les employés élisent leurs propres délégués, et on ne fait même pas allusion aux ouvriers, si bien qu'en fin de compte; comme les ouvriers sont environ dix fois plus nombreux que les employés, presque tous les ingénieurs et techniciens se retrouvent à la conférence, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas souci des intérêts ouvriers.

On arrose largement les délégués, on organise des buffets où abondent les produits alimentaires déficitaires et les boissons alcoolisées.

Siègent au présidium sans y être invités : le directeur de l'entreprise et les représentants du comité de district du parti, du syndicat de ville, le secrétaire du parti qui enregistrent les candidatures, c'est-à-dire inscrivent sur un bulletin les candidatures qui leur conviennent.

Aucune autre candidature n'est prise en compte. C'est pourquoi l'élection des membres du futur comité syndical est assurée d'avance.

L'élection du président et la répartition des responsabilités s'effectuent à table, une table croulante de victuailles et d'alcools, aux frais de la société, tandis que les verres s'entrechoquent pour porter toast sur toast.

Les "représentants" des organisations syndicales de base élisent les syndicats au niveau territorial et ainsi de suite.

Dans cette ADRESSE nous allons citer à l'appui de notre argumentation des faits tirés des journaux et dont nous affirmons qu'il ne s'agit pas "d'insuffisances" isolées, mais de la vie quotidienne, qu'elles sont devenues la norme.

Le journal, le DRAPEAU DE LENINE, organe du comité de région du PCUS et du Conseil des députés du Peuple de la région de Moscou publie l'article "Notre patience est à bout" dans la rubrique "en suivant les traces des lettres alarmantes" le 27 janvier 1978 n° 23 :

"... C'est la deuxième année que le collectif de la direction n° 3 des transports de MOJAIK est alerté par des lettres anonymes dont le flot incessant s'écoule vers diverses organisations locales et régionale ... ces signaux ne sont pas les premiers...

... le 14 octobre 1977 a eu lieu la conférence d'élection du syndicat. Ensuite on a donné un rouble à chaque ouvrier et le personnel des bureaux est allé au restaurant boire l'argent du syndicat...

... Le dirigeant de l'entreprise V.F. STEPAKINE a dit : nous avons de vieilles traditions, nous osons dire qu'il vaut mieux boire tous ensemble que de se cacher dans les coins...

... Le président du comité syndical N.I. MIROCHNIKOV : le comité de région du syndicat affecte des fonds spéciaux à ce type de "rencontres".

Dans TROUD du 20 janvier 1978, n° 17 l'article "Les bons de vacances des autres" (ville de Enkievo, région du Donets) :

" ... L'intervention du haleur A.L. TODOSEITCHOUK à la tribune de la conférence d'élection du syndicat était claire pour beaucoup à la mine. A.L. TODOSEITCHOUK a sévèrement critiqué le président du comité de mine .V.S. SIGAREV pour avoir laissé passer des infractions à la législation du travail et fait usage injuste de l'aide matérielle. L'ouvrier donna des exemples concrets. Ce sont toujours les mêmes, dit-il; qui, d'année en année bénéficient des bons de séjours en établissements de cure. Plus encore, c'est après une absence injustifiée que D. GANZIOUK est parti se reposer et c'est après une cure anti-alcoolique que E. LITVINE et A. MELIKHOV ont reçu leurs bons de vacances. Et que s'est-il passé ? Les dirigeants de la mine, le directeur général de l'union

"Ordjonikidzecharbon" N.F. SIOMTCHENKO, le secrétaire du comité de parti V.I. GROMOV et le président du comité territorial d'Enakiev des syndicats de l'industrie charbonnière V.I. KOZLITINE qui étaient au présidium ont fait la sourde oreille. La suite est surprenante A.L. TODOSEITCHOUK était membre du comité de mine. Avant la conférence il avait été recommandé pour faire partie du nouveau comité. Mais quand on passa à la présentation des candidatures, le présidium ne mentionne pas A.L. TODOSEITCHOUK. Malgré les propositions venues de la salle il ne figura pas sur la liste proposée au vote secret. SIGARIOV fut à nouveau élu président du comité de mine, bien que 59 délégués sur 163 aient voté contre lui (d'après les statuts il faut les 2/3 des voix pour être élu - remarque des auteurs de l'adresse -). Ainsi sous les yeux de tous, en pleine lumière SIGARIOV fut protégé contre l'avis de ceux qui disaient la vérité en face et dénonçaient ses mauvaises actions.

... A.L. TODOSEITCHOUK décida d'obtenir justice. Ses lettres au conseil de l'industrie charbonnière, il les signa de tous ses titres ouvriers : haleur, communiste, mineur, mineur d'honneur du pays, chevalier de l'ordre du Drapeau Rouge du Travail; personne n'a répondu à ses lettres ...

... SIGARIOV contrefait les signatures, vend les bons de vacances à une certaine E.A. SOTNIKOVA qui n'a rien à voir avec la mine, il a tout simplement chassé de son cabinet la bibliothécaire en chef (venue pour des raisons de service), il se moque des réclamations du procureur de la ville. En peu de temps sont parvenues à diverses instances des plaintes de ses subordonnés. Il n'y est question que de sa grossièreté vis-à-vis de ses collaborateurs. C'est la raison pour laquelle les gens quittent leur travail "A LEUR PROPRE DEMANDE"..."

Dans nos précédentes lettres ouvertes nous avons écrit : "Nous sommes des milliers dans cette situation".

Oui, nous n'avons rien exagéré. Nous sommes convaincus qu'un ouvrier ou employé sur 10 au moins peut nous rejoindre.

Consultons la presse : la PRAVDA du 21 janvier 1978, n° 21, article " la persévérance a manqué" :

" ... Il y a des milliers de travailleurs dans l'Entreprise (il s'agit de l'entreprise 1126 de Petrozavodsk) ... L'an dernier, par exemple un tiers des travailleurs ont été licenciés..."

MOSCOU-SOIR du 21 janvier 1978, n° 18, sous le titre " un sujet épineux", concernant l'usine de réparation et construction de wagons de Sokolniki nous lisons :
"... Nous attachons une grande importance au travail avec les cadres ... Avec quels résultats ? La balance n'est pas en notre faveur : 24 licenciés, 15 embauchés ..."

Dans le journal DRAPEAU DE LENINE du 25 janvier 1978, n° 25, sous le titre " Séparations faciles" :

"... Pendant ces trois dernières années 262 travailleurs ont quitté notre union. En fait les deux tiers ont été licenciés ...

LA PRAVDA du 29 mars 1976, n° 89, "Si a surgi un conflit du travail" :

"... La législation de la République d'Arménie prévoit comme sanction aux manquements à la légalité, l'annulation du contrat de travail du travailleur dirigeant ou sa destitution de ses fonctions. Pourtant il n'est jamais arrivé, dans notre république, que le syndicat use de ce droit. Pourtant il arrive qu'il y ait matière à de telle sanction ..."

Dans cet article on cite plusieurs dizaines d'exemples de licenciements abusifs d'ouvriers et employés et les SYNDICATS n'ont aidé aucun d'entre eux.

Voici ce qui se passe dans une importante usine métallurgique de la Ville d'Enakiev, dans la région du Donets,

où travaillent plus de 15.000 ouvriers. A qui leur sort est-il confié ? La PRAVDA du 7 janvier 1978, n° 7, dans son éditorial : "l'efficacité de la critique" :

"... Le directeur de l'usine métallurgique d'Enakiev, Iou.T. TCHERNET s'est à ce point senti touché par une critique parue dans un journal local qu'avant l'ouverture d'une conférence il a lancé cet ultimatum : " C'est elle ou moi". Et il a obtenu ce qu'il voulait : la conférence ne s'est ouverte qu'après qu'"elle" (la correspondante du journal) ait quitté la salle..."

Comme l'écrivent les journaux au sujet des meilleurs parmi les meilleurs, c'est-à-dire les communistes, la PRAVDA du 21 janvier 1978, n° 21 :

"... Dans l'entreprise il y a des milliers de travailleurs, 75 sont communistes ...
Le secrétaire du comité du parti A. MINKOVITCH a toléré de tels actes (? ! ?) que les communistes ont du élire un nouveau secrétaire A. OULIANOV. Les communistes espèrent qu'il allait prendre les choses en main. Ca n'a pas marché : il manquait de caractère et d'expérience. Et il a fallu exclure du bureau encore deux membres : K. ASSANOV qui se saoulait et V. OUCHANOV qui enseignait la discipline financière ...
... Et alors 49 travailleurs ont écrit à la PRAVDA : "l'article n'a pas été discuté dans les brigades. Il n'y a aucun changement sensible dans l'Entreprise ..."

Tout le pays est couvert de la moisissure corrosive de BUREAUCRATISME, nous en témoignons nous et nos compagnons d'infortune, qui sont déjà plus de 200, venus de diverses entreprises et de plus de 150 villes et districts du pays.

Nous sommes une partie infime de tous : ceux qui chaque jour emplissent les antichambres des appareils centraux.

Nous demandons à l'O.I.T. et aux syndicats de travailleurs de reconnaître notre libre syndicat de travailleurs et de nous apporter leur aide matérielle et morale.

Respectueusement
Les membres du nouveau syndicat libre des travailleurs en Union Soviétique.
(suivi de 43 signatures)

- o o o -

Les fondateurs du syndicat libre s'appuient sur les principes de la déclaration internationale du travail et sur un droit que leur reconnaît la constitution soviétique : ainsi l'article II de la déclaration internationale du travail stipule :

" Tous les travailleurs, sans distinction ont le droit de créer les organisations de leur choix, sans en faire la demande préalable, et le droit d'adhérer à de telles organisations, à la seule condition d'en respecter les statuts" Et le droit qui en découle :
" Les organisations de travailleurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, de choisir librement leurs représentants, d'organiser leur appareil et leur activité, de formuler leur programme d'action."

Il est ensuite précisé qu'aucune décision administrative ne peut limiter ces droits ou interdire ou dissoudre l'organisation des travailleurs.

S'appuyant sur ce droit du travail international et reconnu par la constitution de l'U.R.S.S., les ouvriers soviétiques autour de V. KHLEBANOV viennent de proclamer leur organisation dont ils ont rendu publics les statuts.

STATUTS DU SYNDICAT LIBRE

Premier chapitre : MEMBRES DE L'ASSOCIATION DU LIBRE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS EN UNION SOVIETIQUE

- I Peut être membre de l'Association du libre syndicat des travailleurs tout ouvrier ou employé dont les droits et intérêts sont illégalement lésés par les organes de l'administration, des soviets, du parti ou de la justice.
- II Tout membre de l'association du libre syndicat a le droit :
- a- de juger librement toute l'activité de l'association, de faire des propositions, d'exprimer et de défendre ouvertement son opinion jusqu'à ce que l'association ait pris une décision.
 - b- de participer personnellement aux réunions où l'on discute de son activité ou de sa conduite.
 - c- de mener une lutte inlassable pour la paix et l'amitié entre les peuples.
 - d- d'élever sa conscience politique
 - e- d'observer les statuts de l'association du libre syndicat
- III Le membre de l'association jouit des avantages suivants :
- a- Il reçoit une aide juridique régulière
 - b- Il reçoit une aide matérielle et morale dans la mesure du possible
 - c- Il est aidé dans sa recherche d'un logement et, quand c'est possible, aide ses camarades.
- IV L'admission comme membre de l'association est fondée sur le libre consentement après une semaine de réflexion en fonction des conséquences que cette admission peut entraîner dans les conditions actuelles
- V L'admission est décidée en réunion
- ## Deuxième chapitre - STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'ASSOCIATION DU LIBRE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS
- VI Elle se fonde sur le centralisme démocratique, ce qui signifie :
- a- Tous, de la base au sommet, sont élus par les membres de l'association et rendent compte devant eux.
 - b- Tous les problèmes de l'association sont réglés conformément aux statuts
 - c- Les décisions sont prises à la majorité des voix
- VII La discussion libre et constructive des problèmes d'activité de l'association est un principe important de la démocratie interne du syndicat.

Mais, dès lors "par voie administrative" justement et même par des méthodes policières, comme les fondateurs du nouveau syndicat le rapportent eux-mêmes, le pouvoir bureaucratique allait tenter de faire taire KHLEBANOV et ses camarades. Ainsi à la fin 77 V. KHLEBANOV était-il arrêté et interné dans l'hôpital psychiatrique spécial de Donetsk. Ses camarades NIKITINE, KORCZAGIN, NIKOLAJEW, SZCZERBAKOV devaient subir rapidement le même sort. En février, après la publication des statuts, c'est une nouvelle vague d'arrestations : FYODOR, DVORECKI ouvrier du Kazakhstan est arrêté le 5 mars et interné en hôpital psychiatrique à Alma-Ata, avant lui Valentina PELEKH ouvrière l'avait été fin février.

Face à ces attaques, seule la solidarité internationale des organisations ouvrières auxquelles justement les ouvriers soviétiques se sont adressés, peut les sauver des cruels traitements en hôpital psychiatrique, des prisons à régime spécial et des chicanes de toutes sortes envers eux-mêmes et les membres de leurs familles.

Dans ce but, le 1er mars 78, trois ouvriers des pays de l'est en exil : Edmund BALUKA, polonais, V. FEINBERG, soviétique et V. PARASCHIEV, roumain, adressaient aux syndicats ouvriers de l'ouest un appel en faveur des fondateurs du nouveau syndicat.

Le droit de s'organiser dans des syndicats de leur choix a été accordé aux travailleurs d'U.R.S.S. par la constitution. Malgré cela ceux, qui, comme KHLEBANOV et ses camarades veulent user de ce droit sont internés dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux et victimes de terribles repressions

Quelle que soit votre appréciation de ces faits, ils posent tous un même problème de principe sur lequel nous vous demandons de réaffirmer publiquement votre position : le droit imprescriptible des travailleurs à s'organiser en syndicats indépendants de leurs employeurs et y compris sans les pays qui se réclament du socialisme et où l'état est pratiquement le seul employeur.

Nous vous demandons instamment de prendre toutes les mesures possibles, d'envoyer des commissions syndicales internationales d'enquête, pour faire la lumière sur la réalité des syndicats dans ces pays, et pour prendre la défense de ceux qui s'y battent pour que se réalise enfin un droit formellement reconnu. Vous avez déjà à plusieurs reprises exprimé votre préoccupation concernant le respect des droits des travailleurs en Europe de l'Est. Aujourd'hui plus que jamais, ils ont besoin du soutien de ceux qui se battent en occident contre l'exploitation capitaliste."

FEDERATION DE
L'EDUCATION
NATIONALE

T E L E G R A M M E

AU NOM CINQ CENT CINQUANTE MILLE SYNDICALISTES FRANCAIS TRAVAILLEURS EDUCATION SCIENCE CULTURE TOUTES OPINIONS POLITIQUES RELIGIEUSES, BUREAU FEDERATION EDUCATION NATIONALE, REUNI 13 MARS 1978, PROTESTE SOLENNELLEMENT CONTRE REPRESSION QUI FRAPPE VLADIMIR KHLEBANOV ET AUTRES OUVRIERS SOVIETIQUES POUR AVOIR CREE SYNDICAT INDEPENDANT STOP.

CONFORMEMENT DECLARATION UNIVERSELLE DROITS DE L'HOMME ET RESPECT INTEGRITE ET DIGNITE DES PERSONNES, FEDERATION EDUCATION NATIONALE EXIGE LIBERATION IMMEDIATE KHLEBANOV - NIKITINE - KORTCHAGUINE - NICOLAEV - CHTCHERBAKOV - ET AUTRES OUVRIERS INTERNES ASILE PSYCHIATRIQUE STOP.

EXIGE REINTEGRATION TRAVAILLEURS LICENCIES DANS LEUR EMPLOI STOP.

FEDERATION EDUCATION NATIONALE RAPPELLE QUE LIBERTE SYNDICALE CONSTITUE UN DROIT LEGITIME IMPRESCRITIBLE DES TRAVAILLEURS STOP.

ELLE EXIGE POSSIBILITE POUR TRAVAILLEURS SOVIETIQUES EXERCER LIBREMENT CE DROIT FONDAMENTAL.

ANDRE HENRY

SECRETARE GENERAL DE LA F.E.N.

Adressé à : Léonid BRETNEV - MOSCOU
Syndicat Soviétique - MOSCOU
Syndicats Soviétiques Enseignement - MOSCOU.
Ministre Santé - MOSCOU
Ministre Intérieur - MOSCOU
Ambassade d'U.R.S.S. - PARIS
F.S.M. - Prague

Le 18 avril devait ensuite se tenir à Paris une conférence de presse qu'on peut qualifier de particulièrement importante. Et ce pour deux raisons.

En effet, cette conférence était organisée par plusieurs opposants de l'est en exil : V. FEINBERG pour l'U.R.S.S., A. SMOLAR pour la POLOGNE, V. PARASCHIEV pour la ROUMANIE et J. LESTINSKI pour la TCHÉCOSLOVAQUIE avec le soutien des quatre syndicats ouvriers français, la C.G.T., F.O., C.F.D.T. et la FEN qui avait à cet effet, prêté son local. C'était la première fois depuis 45 que les quatre syndicats se retrouvaient réunis à une même tribune pour un même combat : et pas n'importe lequel, la défense des courageux ouvriers soviétiques qui brandissaient haut le drapeau pour le droit fondamental de la classe ouvrière à s'organiser indépendamment de tout état, de tout employeur et de tout parti politique pour la défense de ses intérêts.

Et c'est bien ce qui confèrerait toute son importance à cette conférence. La noble cause qui y était défendue concerne bien tout le mouvement ouvrier international. Il était donc juste et important que le mouvement ouvrier international leur réponde.

Cette conférence fut un premier pas dans la défense de KHEBANOV et ses camarades. Tous les syndicats ouvriers français y exprimèrent leur soutien aux ouvriers

poursuivis par la repression bureaucratique pour avoir revendiqué un droit fondamental des travailleurs.

Ensuite a commencé une campagne de soutien au sein des syndicats pour assurer la défense matérielle, morale et politique de KHEBANOV et ses compagnons comme ceux-ci le réclament dans leur appel.

Plusieurs sections au sein de la FEN et de F.O. ont déjà pris position pour soutenir les ouvriers soviétiques. Mais KHEBANOV, NIKITINE, KORCZAGIN NIKOLAJEW et SZCZERBAKOV, moisissent toujours dans les hôpitaux prisons ce qui menace dangereusement leur santé. Il faut les en tirer et pour cela bien sûr il faut l'unité des organisations ouvrières et démocratiques. La tâche des militants ouvriers qui ne sont pas écrasés par la censure et la terreur bureaucratique ou le joug fasciste, est d'assumer la défense de leurs camarades emprisonnés, internés, torturés pour leurs opinions et leur courageux engagement.

Le point 5 du programme en 13 points du FRELON brzmi : "Niezależne związki zawodowe, niepodlegające żadnej partii politycznej oraz władzom rządowo-administracyjnym."

Et nous avons salué dans notre numéro précédent au nom de ce principe l'apparition en Pologne également d'un comité pour un syndicat national libre à Katowice.

On sait que la plupart des militants qui avaient pris cette initiative ont subi de

nombreuses pressions de la part des autorités. Certains ont été frappés par la milice plusieurs renvoyés de leur travail. MAZUR, leur porte-parole a même été arrêté, à l'heure actuelle on ne sait où il se trouve.

Malgré ces repressions, un groupe d'ouvriers à Gdansk reprenait l'initiative de leur camarade de Katowice et le 29 avril ils rendaient publique une déclaration que nous publions intégralement dans nos colonnes.

DECLARATION DU SYNDICAT LIBRE

On peut dire que le mouvement syndical en Pologne a cessé d'exister en tant que tel il y a 30 ans. En effet, la liquidation du PPS, le Parti Socialiste Polonais, et des autres organisations sociales indépendantes, puis le regroupement de tous les syndicats de 1947, ont tout simplement transformé les syndicats en représentants de l'unique employeur, et non des travailleurs.

Le POUV a fait des syndicats le prolongement de ses propres structures et un instrument docile pour organiser l'exploitation de toutes les couches sociales. Ainsi une société privée de toutes les formes d'auto-défense naturelles et indispensables ne pouvait plus se défendre qu'avec violence. Ainsi les violentes explosions de mécontentement de la population ont toujours entraîné la menace d'une révolution au développement et aux conséquences imprévisibles : POZNAN 56, Mars 68, La Baltique en 70, Juin 76. Le pouvoir, parfois reculant comme en Juin 76, ou en procédant à des tournants tactiques, comme en 56 et en décembre 70, a prouvé dans les faits qu'il était incapable de démocratiser la vie sociale. Cette incapacité a eu pour conséquence l'approfondissement de jour en jour de la crise économique et sociale ce qui a fini par amener la crise de l'état. Aujourd'hui une large démocratisation est absolument nécessaire. La société doit conquérir le droit de diriger démocratiquement son état. Toutes les couches sociales doivent avoir la possibilité d'organiser leur propre défense et de créer les institutions sociales qui garantiront leurs droits. Seules de véritables unions et organisations sociales peuvent sauver l'état, car on ne peut arriver à sauvegarder les intérêts et la volonté des citoyens contre les intérêts et la force de l'état que par la démocratie. Ces tâches ont été prises en charge actuellement par des organisations sociales comme le KSS/KOR (1), ROPCIO (2), TKK (3) et le SKS (4).

Gardant le souvenir des événements tragiques de décembre 1970 et nous fondant sur les aspirations de nombreux groupes et milieux sociaux, nous soutenons l'initiative prise en Silésie de créer de nouveaux syndicats libres.

En cette veille de 1er Mai, qui est depuis plus de 80 ans le symbole de la lutte des ouvriers pour leurs droits, nous décidons la création d'un comité de fondation des syndicats libres de la Baltique.

Le but de ces syndicats est d'organiser la défense des intérêts économiques et humanitaires des travailleurs. Les syndicats libres déclarent assurer leur aide et leur protection à tous les travailleurs sans différence de conviction ou de qualification.

- 1 - Comité d'auto-défense sociale, ex-comité de défense des ouvriers
- 2 - Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen
- 3 - Société des cours scientifiques qui organise aujourd'hui des cours parallèles aux cours officiels de l'Université pour en dénoncer l'enseignement déformé
- 4 - Comités Etudiants de solidarité.

Le Comité de fondation agit au grand jour par l'intermédiaire de ses représentants, laissant à ses collaborateurs et sympathisants la liberté de décision et d'expression.

Nous identifiant aux principes du journal ROBOTNIK (1) nous y informons de notre activité ainsi que dans nos propres publications.

Nous appelons tous les travailleurs : ouvriers, ingénieurs, employés à créer leurs propres représentations de travailleurs. On peut également atteindre ce but en faisant entrer aux Conseils d'Entreprise (2) des militants indépendants qui représenteront honnêtement leurs électeurs et défendront leurs intérêts. Nous désirons fortement que notre action impulse de nombreuses autres initiatives indépendantes.

Nous lançons un appel à toutes les organisations sociales indépendantes pour qu'elles nous soutiennent et assurent un large écho à notre initiative.

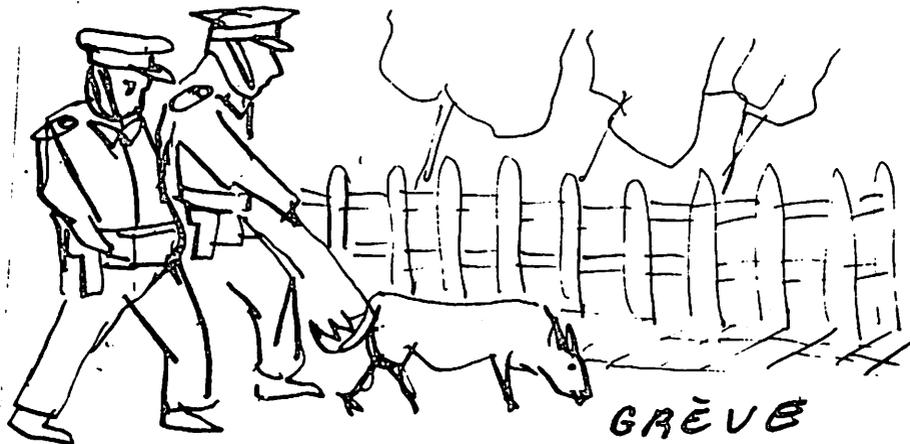
Nous vous appelons tous à lutter solidairement pour un avenir meilleur.

Pour le comité de fondation.

Andrej GWIAZDA - Krzysztof WYSZKOWSKI - Antoni SOKOLOWSKI

Début Juin, ces ouvriers fondateurs du nouveau syndicat libre de la Baltique ont envoyé un appel à AMNESTY INTERNATIONAL à propos de la condamnation de BLAZEJ WYSZKOWSKI à deux mois de prison pour "perturbation du travail de la milice".

AMNESTY INTERNATIONAL a alors adressé un télégramme à Edward GIEREK pour protester contre certaines atteintes aux droits de l'homme dont cette organisation avait été saisie.



1 - l'ouvrier

2 - ce qui correspond à peu près aux sections d'entreprise des syndicats

AMNESTY INTERNATIONAL

Emprisonnement prisonniers de conscience en Pologne. Militants pour les droits de l'homme ont commencé une grève de la faim.

Les membres du non officiel " syndicat libre de la Baltique" ont fait appel à Amnesty au sujet de BLAZEJ WYSZKOWSKI.

Un ingénieur et un ancien champion du monde de yachting condamné à deux mois d'emprisonnement à Gdansk, le 30 mai 78, accusé "d'obstruction au travail de la police".

BLAZEJ WYSZKOWSKI, l'éditeur de Robotnik, un journal non-officiel de travailleurs fait état des ennuis que doivent supporter les travailleurs engagés dans la lutte pour les droits civils et humains.

Le 25/5/78 BLAZEJ WYSZKOWSKI était présent à un meeting, à l'initiative de l'éditorialiste de Robotnik qui se tenait dans un appartement privé, lorsque 40 officiers de sécurité envahirent l'appartement causant des dommages matériels et arrêtant 10 personnes.

Il n'y eut ni résistance ni violence.

29 MAI 78

ELZBIETA LEWINSK et EDWARD JESFIAN furent condamnés à un mois de prison chacun à Lodz pour distribution illégale de Robotnik, devant une usine.

A 14 HEURES, le 28 MAI 78

4 activistes pour les droits humains et civils entamèrent une grève de la faim pour protester contre l'emprisonnement des trois personnes sus-citées, les procédures de justice (UNFAIR) les fréquentes détentions auxquelles ils ont été sujets depuis début 78.

Il s'agit de : BLAZEJ W. (détenu)
JOSEF SRENJOWSKI
BOGDAN BORUSEWICZ
KRZYSTOG W. (frère de BLAZEJ)

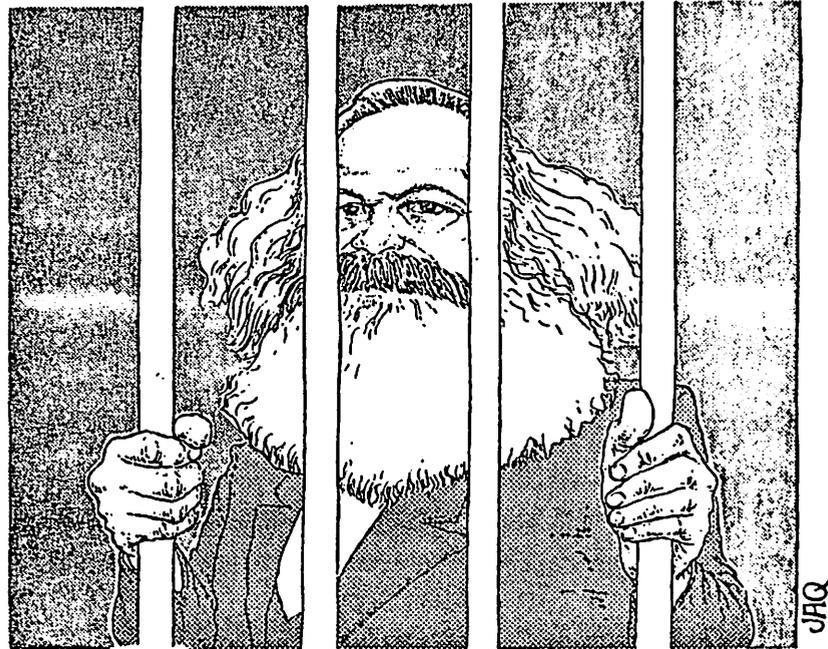
malgré les menaces des agents de la Sécurité d'Etat, ils continuent leur grève de la faim.

à Edward GIEREK
1er Secrétaire du POUF
NOWY SWIAT 6
WARSAW
POLOGNE

Ainsi, actuellement dans les pays de l'est, en U.R.S.S. même, en Pologne, s'ouvre la voie vers la reconstruction d'un véritable mouvement ouvrier indépendant de la bureaucratie, indépendant de l'état bureaucratique et du parti monolithique qui caractérise ces régimes.

Ainsi ce qui s'annonce à MOSCOU, dans toute l'U.R.S.S. à KATOWICE, comme à GDANSK, c'est la renaissance de l'organisation indépendante de la classe ouvrière, c'est la rupture totale avec la bureaucratie stalinienne, c'est la chute inévitable de la dictature politique d'une minorité de bureaucrates sur tout un peuple.

MICHEL STELL



Bien que me trouvant à plusieurs milliers de kms de mon pays natal, je retire tous les jours de ma boîte aux lettres les différents journaux édités à Varsovie, Cracovie ou Szczecin.

Et pourtant je n'ai absolument aucune illusion sur la TRIBUNE DU PEUPLE -*1- et je sais pertinemment que si c'est une "TRIBUNE", ce n'est certainement pas celle du "PEUPLE", mais bien l'organe de la propagande mensongère du P.O.U.P.

J'ai aussi l'occasion de suivre toutes les semaines "LE DROIT ET LA VIE" -*2- et pourtant là aussi je sais que les laborieux articles reproduits dans les colonnes de ce journal n'ont absolument rien à voir avec le droit qui, dans un état qui se prétend socialiste ne peut être qu'au service de l'homme et du citoyen, et on sait ce qui en est aujourd'hui en Pologne...

Par contre il faut avouer que le titre du journal "LE DROIT ET LA VIE" est assez judicieux car par contre il est tout à fait vrai que TEL DROIT, TELLE VIE DU PEUPLE SOUMIS A CE DROIT.

En ce qui concerne la vie des citoyens en Pologne actuellement, nos lecteurs qui sont confrontés tous les jours à ces problèmes, n'auront certainement pas besoin de plus amples commentaires.

Quant à la revue "PERSPECTIVES" -*3-, ce qui malheureusement pour elle lui manque justement le plus, ce sont les PERSPECTIVES pour le présent comme pour l'avenir.

Enfin "FORUM" -*4- choisit de façon si délibérée et tendancieuse les articles qu'il reproduit, à partir de la presse occidentale, que c'en est tout simplement plus que ridicule, c'est tout simplement i-

- *1- TRYBUNA LUDU : organe du P.O.U.P., parti des bureaucrates en Pologne.
- *2- PRAWO I ZYCIE : journal, comme son nom l'indique à caractère juridique.
- *3- PERSPEKTYWY : revue théorique sur les problèmes culturels, politiques et scientifiques.
- *4- FORUM : hebdomadaire reproduisant des articles traduits de la presse étrangère et les commentant parfois brièvement.
- *5- SLOWO POKSZECHNE : hebdomadaire catholique.

diot.

Les commentaires qui accompagnent ces articles démontrent l'ignorance totale des problèmes qui peuvent se poser dans les pays capitalistes, ce qui est sans nul doute la conséquence de la vigilance de nos censeurs qui n'ont qu'un but, déformer complètement les opinions régnant à l'ouest afin d'induire les polonais en erreur.

D'ailleurs nous reviendrons dans une prochaine revue de presse précisément sur des exemples concrets de déformations et sur les genres d'articles reproduits dans cette revue.

Quant à l'hebdomadaire du parti -POLITYKA- lorsque je le déplie dans le métro ou l'autobus, je vois beaucoup de gens autour de moi s'y intéresser et se demander de quelle "POLITIQUE" ce journal peut-il bien parler, car ce mot est facilement compréhensible dans de nombreuses autres langues.

Ces gens seraient certainement très déçus d'apprendre que dans l'hebdomadaire "POLITIQUE" on fait vraiment très peu de politique et que les colonnes sont remplies de ce verbiage inutile et vain que les censeurs du régime, chiens de chaîne grassement nourris par leurs maîtres ont encore soigneusement épluché.

"LA PAROLE UNIVERSELLE" -*5- a bien regressé dans mon estime, car maintenant à part les canons évangéliques on n'y trouve pas l'ombre d'un article que reproduirait un journal quelque peu dans l'opposition au régime.

Ainsi par exemple "le calendrier des événements" situé toujours en première page, on jurerait presque que le rédacteur de cette rubrique a son bureau situé, bien au centre de la capitale de Varsovie dans

l'Allée de Jérusalem -*1- et qu'il a tous les jours une consultation privée avec le camarade Gierak.

Bien évidemment ce journal non plus n'échappe pas aux camarades censeurs qui veillent à ce que la "cuisine" servie ne soit pas trop épicée et ne nuise pas aux "estomacs" des lecteurs.

Il ne faudrait cependant pas tomber dans l'exagération et affirmer que les journaux polonais ne renferment absolument rien de concret.

C'est tout simplement avec effroi que je songe par exemple à la santé du camarade premier secrétaire du POU, mais aussi avec un étonnement non feint, je me plonge dans la lecture des multiples articles relatant son "énergie", son "ardeur au travail" pour oeuvrer pour le bien de notre peuple.

On trouve presque tous les jours dans la "TRIBUNE DU PEUPLE" -cf note précédente- une photo en bonne place du "GUIDE DU PEUPLE" en train de recevoir quelque hôte dans son palais de Varsovie: -Le matin, c'est la délégation des représentants des coopératives, l'après-midi, le plénum du POU, le lendemain arrive le Shah d'Iran ou une autre hulle des pays africains alors que le surlendemain le camarade Gierak s'envole pour Moscou ou Prague. Puis ce sont les mineurs et les cheminots les agriculteurs et les journalistes et à nouveau une délégation, une personnalité étrangère...

Le cher Pierrot-2- le seconde du mieux qu'il peut en inaugurant le palais du Conseil des Ministres, tandis que le camarade Jablonski -3- président du Conseil d'Etat, attrape au vol les petits potins diplomatiques, car c'est la seule chose que le Conseil d'Etat soit autorisé à faire.

Les palais d'avant-guerre des Radziwill, Firlaj, ou Potocki -*3-

-*1- le siège du Comité du P.O. U.P. à Varsovie se trouve dans cette rue.

-*2- Diminutif -Piotrus- de Piotr, désigne ici familièrement le premier ministre Piotr Jaroszewicz.

-*3- grands noms de l'aristocratie polonaise.

ne sont que de pauvres manoirs de province à côté des festins que les "communistes" Gierak et Jaroszewicz donnent en l'honneur de leurs hôtes.

C'est bien connu la Pologne est un pays riche, et l'hospitalité polonaise est bien connue...!

— oOo —

De toute la presse j'ai choisi un article qui m'a semblé particulièrement significatif, paru dans "POLITYKA" sous la plume d'un journaliste très connu en Pologne Daniel PASSENT.

L'article est consacré au "développement complexe des services pour la population", car dans un pays comme la Pologne, arrivé au "stade supérieur du socialisme développé" le "pouvoir populaire" veille à la satisfaction des besoins quotidiens des citoyens.

Ainsi par exemple le sucre, toujours en vente sur tickets "adouci" beaucoup la vie dans ce "socialisme". Le charbon ... est attribué comme des médicaments sur ordonnance, mais cela n'a pas d'importance car le brûlant amour que le peuple porte à "son" pouvoir le réchauffe merveilleusement; et la récente annulation de la stricte réglementation pour la distribution du saindoux et des huiles alimentaires donnera aux ouvriers les calories supplémentaires nécessaires pour se mettre énergiquement au travail dans l'émulation générale.

" UN COMBINAT DES POMPES FUNEBRES "

C'est le titre que Daniel PASSENT a donné à son article à juste titre d'ailleurs. Le dessin qui suit cet article, réalisé par l'un des collaborateurs du Frelon montre comment celui-ci se représente la réalisation du PROGRAMME ACCELERE DES SERVICES EN RFP dont il est question ensuite dans cet article.

Quant aux extraits de cet article, dont on peut féliciter l'auteur

il nous montre que le régime se heurte en Pologne mise à part la pénurie de viande et d'autres articles d'usage courant, à bien d'autres problèmes...

"PROGRAMME ACCELERE DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DES POMPES FUNEBRES POUR LA POPULATION" -*2-

(et pour qui donc aurait-ce pu être, sinon pour notre chère population bien aimée) ELABORE POUR LES ANNEES 1976-80 PAR LE CONSEILLER SUPERIEUR ET APPROUVE PAR LE SOUS-SECRETARE D'ETAT AU MINISTERE DE L'ECONOMIE REGIONALE ET DE DEFENSE DE L'ENVIRONNEMENT.

-/.../-

Nous apprenons ainsi dès l'introduction, écrit PASSENT avec beaucoup d'ironie, que: "Les services des pompes funèbres englobent: -a/les services strictement d'enterrement, b/les services de taille de la pierre et d'édification des monuments c/les services de cimetièrre." Et que: "à partir du programme de développement complexe des services, les unions de production se concentreront avant tout sur l'exécution des services strictement liés aux enterrements".

-/.../-

"Ainsi on prévoit pour 1980 la concentration de la production des unions sur: -les cercueils (pour 90%), les tombeaux (50%) et accessoires (50%)."-*1-

"C'est une activité de haute rentabilité qui conditionne la réalisation d'un COMBINAT des pompes funèbres".

-/.../-

"POINT 6: EMPLOI et BESOINS EN CADRES QUALIFIES"(...)

"Le nombre neu élevé de personnel de formation supérieure (à peine 35 en moyenne pour l'ensemble du pays) est un phénomène très préoccupant."

Le programme fait remarquer que "les gardiens, les jardiniers, les fossoyeurs n'ont qu'une formation élémentaire"

-*1- Ces chiffres concernant les prévisions des "services d'enterrement" qui seront accomplis par des entreprises d'état et non-privées.

-*2- Tous les commentaires sont ici du journaliste D.PASSENT.

Pourquoi aurions-nous besoin d'employés de formation supérieure dans la profession de fossoyeurs, demande PASSENT ? Et il répond très savoureusement: -Et alors, nous employons en matière d'industrie plus d'ingénieurs que la RFA, les USA ou la Suède. Voilà, et le rendement donc! Et la qualité du travail? Allez, il faudrait que nos licenciés des pompes funèbres se dépêchent un peu! Un peu plus de vie dans nos cimetièrres que diable!

Ainsi l'auteur de ce programme se conseiller supérieur au ministère de l'économie régionale et de l'environnement est-il lui certainement licencié, et cela suffit pour que tout ce qui a parfois place dans nos cimetièrres, l'ivrognerie des fossoyeurs, la friponnerie des tailleurs de pierre, la sécheresse de coeur des employés, tout cela -notre tailleur de pierre ait su le traduire en langage de "programme accéléré de développement complexe".

C'est tout simple.

Il faut espérer que ce genre de services se développera mieux tant du point de vue de l'infra-structure que qualitativement et que l'offre ici égalera la demande pour la gloire des vivants et des morts, pour le bien des familles et des disparus, des fossoyeurs et des enterrés, pour sécher les larmes des pleureurs et des "pleurés". Tout est ici réuni pour que cela devienne notre spécialité. Il y aura beaucoup de preneurs et les clients ne feront pas défaut, c'est sûr. Mais ce qui compte avant tout, continue toujours PASSENT, c'est que nous ayons un PROGRAMME. C'est une question de volonté. Si quelque chose ne marche pas, eh bien, ce sera de toutes façons la faute de la mort. Dans ce cas il ne restera plus qu'à miser sur le self-service.

-/.../-

"a un caractère déterminant"

Qu'est ce que cela peut bien vouloir dire que les services des pompes funèbres ont un "caractère

déterminant ?.

Cela veut dire tout simplement, bien que cela ne soit pas éclairci dans le texte que les enterrements c'est comme une nouvelle collection de notre maison de haute couture "LA MODE POLONAISE", personne ne la porte, mais tout le monde doit l'imiter.

Encore une remarque sur le vocabulaire employé dans ce programme. On peut deviner, même si ce n'est pas explicite que les "services" en question englobent aussi l'ensevelissement des morts.

C'est pourquoi l'expression de "services pour la population" ne me semble pas très réussie. Les deux mots ne vont pas ensemble. Le premier plutôt revêche, antipathique car très administratif, fait sonner le second plutôt ironiquement. Et de toutes façons il y a ici, par cette expression de SERVICES pour la POPULATION un changement de la signification de l'enterrement qui s'opère. Car les services ne sont pas pour les morts, mais pour les vivants.

-/.../-

"Offre effective et définition du degré de satisfaction des besoins"

Au total dans tout le pays on procède par an à environ 270 000 en-

terrements, dont les entreprises d'état couvrent 76%. Le reste est partagé entre les coopératives et les unités économiques non socialisées. LES BESOINS QUANTITATIFS SONT PLEINEMENT SATISFITS...

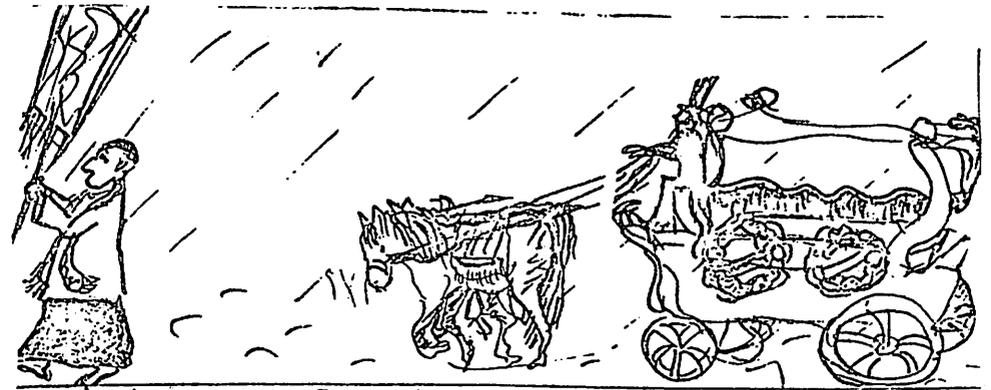
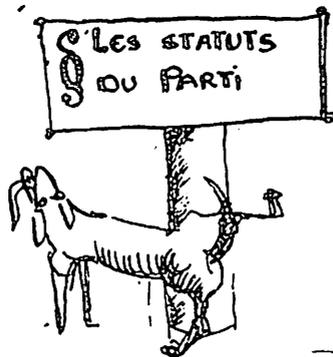
Gloria! Gloria! Gloria! Enfin les besoins quantitatifs sont pleinement satisfaits ! Il sont pleinement assurés. Et c'est un fait. On rencontre rarement des morts qui se plaignent de n'avoir pas été enterrés faute de moyens. J'en ai bien rencontré un, mais il ne se plaignait absolument pas. Le fait d'en connaître ne serait-ce qu'un qui ne se plaint pas, c'est déjà beaucoup.

Mais cette branche de l'industrie ne se repose pas sur ses lauriers. La quantité ne lui suffit pas, elle veut la qualité, voit les manques encore... DE SERVICES COMPLEXES PRENANT EN COMPTE les services formellement juridiques, la musique à la maison et lors du transport au cimetière, les services au cimetière, le transport des participants et les couronnes de fleurs...

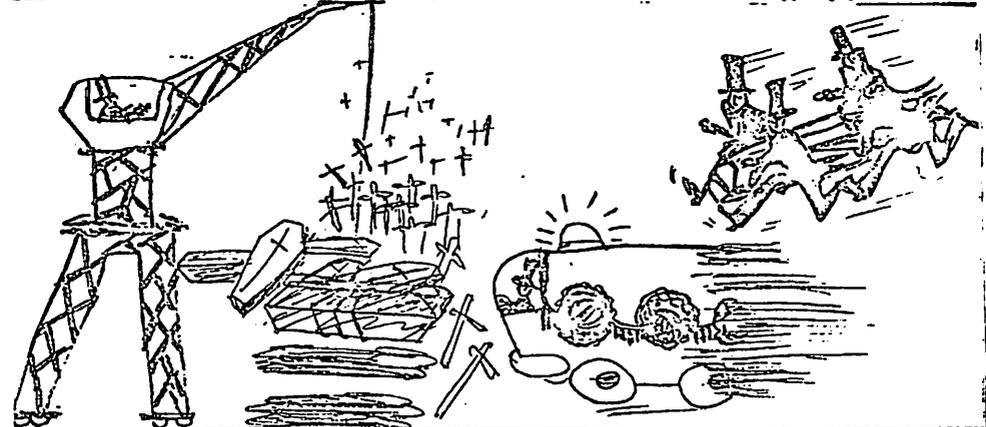
— oOo —

Il y a quelques jours a été célébrée en Pologne par le régime à grands fracas la naissance du 35 millionième citoyen polonais. Mais de tout cela on voit qu'il n'est pas seulement difficile de nourrir cette masse de populations; il faut aussi s'occuper des morts pour que le parti ne perde rien de "son rôle dirigeant."

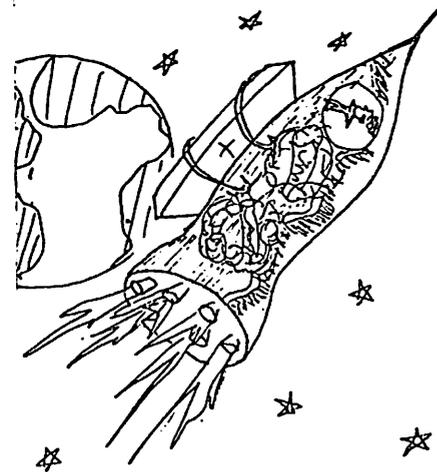
G. QUINT



...LES ENTERREMENTS ANACHRONIQUES...!!



SYSTEME D'ENTERREMENT MODERNE ET ACCÉLÉRÉ...!



LE FUTUR PLANIFIÉ

Combinat de Pompes Funèbres

CAMARADE DIRECTEUR
NOUS VOUS REMERCIONS DE
VOS EXPLICATIONS SUR LES
SERVICES D'ENTERREMENT. CELA
NOUS A TOUT À FAIT CONVAINCU
QU'UNE QUE LES COMBINATS
D'ÉTAT RÉALISENT PLEINEMENT
LE PROGRAMME ACCÉLÉRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES
SERVICES POUR LA POPULATION.



LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE

Le président CARTER s'est adressé solennellement à ses concitoyens américains leur demandant de faire "les sacrifices pour le bien commun". C'est le genre de discours officiels que les travailleurs polonais connaissent bien aussi.

"BUSINESS WEEK", le journal des grands propriétaires financiers n'a pas tardé pour répliquer : "L'administration Carter paraît agir à partir du postulat que les paroles suffisent et qu'il n'est pas nécessaire de les prolonger par une action effective."

D'où vient donc cette crise entre les capitalistes, qui paralysent le gouvernement de Jimmy CARTER ?

Ils sont divisés car ils ne savent pas à quelle sauce il va être possible de manger de l'ouvrier : le spectre de la grève des mineurs américains hante les Etats Unis d'Amérique (*)

Après une grève de plus de trois mois ; après une défaite des capitalistes miniers qui ont dû reculer dans leurs attaques contre les avantages sociaux acquis et le droit de la grève ; après la débâcle de la bureaucratie qui gère le syndicat des ouvriers et dont les propositions ont été rejetées par deux fois par les mineurs ; après un échec cuisant de la Maison Blanche qui a été ridiculisée dans sa tentative d'utiliser une vieille loi réactionnaire qui bafoue le droit de grève ; APRES TOUT CELA, LES MINEURS ONT OBTENU UNE AUGMENTATION DE LEURS SALAIRES DE 12 % CHAQUE ANNEE PENDANT TROIS ANS.

Les capitalistes ont essayé une épreuve de force contre les mineurs ; l'opération a lamentablement capoté ; et, au lieu de servir de point d'appui contre tous les ouvriers américains pour casser les salaires et favoriser les investissements et les profits des

bourgeois, c'est bien le contraire qui risque de se passer. Et maintenant l'Etat Fédéral se souvient qu'il s'en était fallu de peu, et la bureaucratie syndicale était chassée d'un autre syndicat, celui de l'acier.

Cette impuissance de l'administration Carter pèse lourd sur la scène politique mondiale. C'est ce qui fait dire à certains spécialistes que "le Président Carter est aussi dévalué que sa monnaie."

L'organisation mondiale du commerce capitaliste (le G.A.T.T.) vient de publier son dernier rapport annuel. Après avoir énuméré les caractéristiques des situations économiques, "un chômage devenu insupportable", "une insuffisance des investissements", des "perturbations monétaires", la "conjugaison malencontreuse de la récession et de l'inflation" (1), "l'instabilité de l'ordre commercial de l'après-guerre, le "G.A.T.T." constate l'incapacité de maints gouvernements européens de résister à ces signes de pourrissements, pour être trop "affaiblis par les aléas de leur politique intérieure."

LES ALÉAS DE LEURS POLITIQUES INTERIEURES EN EUROPE

Depuis des années en France les travailleurs rassemblaient leurs forces contre le régime réactionnaire que le général De Gaulle avait institué en 1958 par son coup d'état. La grande grève générale de 1968 avait finalement chassé De Gaulle du pouvoir et depuis lors le régime que POMPIDOU et GISCARD ont maintenu agonisait lentement, faisant tous les jours la preuve de son impuissance.

Les ouvriers n'ont pas cessé de marquer leur volonté d'en finir

avec ce gouvernement bourgeois. Ainsi aux élections de ville de 1977, 66 % des mairies ont été remportées contre les partis bourgeois par le parti socialiste ou le parti communiste. Le gouvernement bourgeois de GISCARD n'était plus représentatif, mais il devait se maintenir contre la démocratie "puisqu'il fallait attendre les élections au parlement" ont dit les dirigeants du parti communiste et du parti socialiste, les premiers tout particulièrement. "Alors, bien sûr, les mêmes dirigeants ont dit aux travailleurs qu'il fallait attendre les élections de mars 1978 pour lutter dans les entreprises pour les revendications car ils savaient bien que derrière les patrons c'était le gouvernement des patrons qui était en cause.

Les travailleurs n'ont pas toujours accepté, loins de là, et de grandes grèves se sont produites, comme à MICHELIN.

Mais les dirigeants du P.C.F. ont réussi à bouziller ces mouvements et les élections se sont finalement approchées.

Mais les travailleurs ne se sont pas démoralisés pour autant. Au contraire ils ont gagné beaucoup d'expérience dans le combat contre les diviseurs des ouvriers. Et puis, ils se sont dit qu'avec les élections qui venaient, c'était le moment de mettre les partis bourgeois en minorité, et de leur infliger une sérieuse défaite politique et électorale.

Il faut répéter bien sûr que ces élections-là n'ont pas grand chose à voir avec les "élections" en Pologne. Une majorité pour le PS et le P.C. c'était la possibilité immédiate d'avoir un gouvernement sans partis bourgeois, susceptible donc de satisfaire les revendications ouvrières. Tout le monde sait que les élections ne suffisent en rien, mais une victoire du P.C. et du P.S. c'était un point d'appui considérable.

Les dirigeants du P.C. l'ont parfaitement compris, et, eux qui avaient dit aux travailleurs : "Il faut attendre les élections de mars 1978", se sont mis à saboter la majorité ouvrière pour le P.C. et le P.S. qui existait clairement dans le pays. Tout d'un coup le parti socialiste ou le parti de GISCARD, c'était devenu la même chose, tandis que la PRAVDA prenait fait et cause pour celui de Giscard.

En 1972, le P.C. avait constitué une coalition avec le parti socialiste et un petit parti bourgeois. Ils voulaient signifier aux travailleurs, en s'alliant avec des bourgeois, qu'ils n'entendaient pas remettre en cause la propriété des exploités, fussent-ils obligés d'aller au gouvernement. Mais bien sûr ils savaient aussi que les travailleurs n'interpréteraient pas ainsi un gouvernement où leurs partis seraient majoritaires et que ce serait le début d'une mobilisation indépendante des ouvriers contre l'Etat bourgeois.

Aussi l'Union de la Gauche (alliance du P.C. et du P.S. avec le "mouvement" bourgeois des "radicaux de gauche") était en réalité la dernière ressource contre la révolution prolétarienne. Il était encore possible de retarder la mobilisation des masses en évitant la victoire électorale.

Voilà pourquoi, à six mois des élections, l'HUMANITE (organe du PCF) a publié et déversé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires une déclaration de Georges MARCHAIS, secrétaire du P.C., justifiant la rupture avec le P.S. et le refus du "désistement" (2).

Et bien, après tout cela, en dépit de la division des rangs ouvriers qu'organisa le P.C.F., en conformité avec l'orientation du KREMLIN qui réclame le maintien de l'ordre, les travailleurs français viennent de remporter une victoire politique considérable en imposant la Majorité pour le P.S. et le P.C. au premier tour des élections

* On en a parlé dans le FRELON n° 5

lorsqu'on fait le total du nombre des voix.

Et si les partis bourgeois conservent une Majorité en sièges au parlement, ils la doivent :

- à la loi électorale antidémocratique qui impose un deuxième tour de scrutin, triture et découpe soigneusement l'électorat en 500 secteurs quantitativement tous différents, et toujours en faveur des candidats capitalistes ...

- aux effets de la politique de division des dirigeants stalinien qui aurait finalement tout fait pour que les désistements se fassent mal entre le P.C. et le P.S. au 2ème tour.

Le nouveau gouvernement de GISCARD, gouvernement de combat contre les travailleurs (il vient d'annoncer un train de hausse des prix et des préparatifs de licenciements massifs), est en même temps, dès sa constitution un gouvernement frappé d'impuissance.

Les travailleurs n'acceptent pas les mesures de ce gouvernement ; ils l'ont montré lors des élections ; ils sont majoritaires dans le pays ; du point de vue de la démocratie (dont se réclame les P.C. et P.S.), le parlement n'a aucun droit de voter contre les travailleurs ; le gouvernement n'est pas plus légitime.

C'est pourquoi d'ailleurs, ce gouvernement tente de réaliser l'union nationale de tous les partis ouvriers et bourgeois, pour appliquer ses plans réactionnaires dans la "paix sociale" c'est-à-dire avec l'accord des syndicats. Les dirigeants du P.C. et du P.S. qui dirigent aussi les syndicats ne manquent pas de bonne volonté. Mais les travailleurs français, expérimentés, veillent et n'accepteront pas facilement que l'on remette en cause l'indépendance de leurs organisations syndicales, que l'on veuille les utiliser contre et non pour eux-mêmes.

PARTOUT LES TRAVAILLEURS VEULENT DES ORGANISATIONS INDEPENDANTES DE L'ETAT

En France, mais aussi en Italie et en Espagne, en Allemagne, cette indépendance a été trop chèrement acquise pour que les ouvriers la laisse aujourd'hui bafouer.

Ainsi ce serait au moment même où nous apprenons la création d'un syndicat indépendant par 43 travailleurs d' U.R.S.S., que les travailleurs italiens devraient accepter que leurs syndicats soutiennent à bout de bras les plans de la Démocratie Chrétienne qui gouverne ?

Ainsi lorsqu'aux alentours mêmes du Kremlin, plusieurs dizaines de travailleurs d'un courage exceptionnel, se font l'écho de la résistance de la classe ouvrière d'U.R.S.S. aux bureaucrates du pays, les bureaucrates espagnols sélectionnés par le Kremlin réussiraient à reconstituer les "syndicats" franquistes dépendants du budget d'état ?

Et en France il faudrait faire la partie belle à GISCARD en se félicitant "du bon climat social", comme le leader du syndicat C.F.D.T., fidèle, quant à lui, à l'Eglise de Rome, tandis que dans l'ombre se préparent plus de 15.000 licenciements d'ouvriers sidérurgistes ?

Cette indépendance des syndicats ouvriers les travailleurs l'ont conquise par la grève, la lutte, en payant souvent de leur sang ; elle est la propriété de milliards de cotisations versées par des générations et des générations.

Nous reviendrons dans ce journal sur la signification historique de la fondation du Syndicat Indépendant des Travailleurs d'U.R.S.S. Rappelons seulement ceci :
Le 1er mars dernier, trois ouvriers originaires des pays de l'Est et chassés de leur pays par la répression bureaucratique, E. Baluka, V. Feinberg et V. Paraschiv, s'adressaient aux grandes organisations syndicales françaises pour

leur demander d'intervenir pour la défense des fondateurs du syndicat indépendant des travailleurs d'U.R.S.S. et d'exiger notamment la libération immédiate de Vladimir Khlébanov et des autres militants internés depuis dans des hôpitaux psychiatriques. Le 18 avril toutes les organisations syndicales françaises étaient présentes à la tribune de la Conférence de Presse organisée à ce sujet par les militants d'Europe de l'Est, avec l'appui du syndicat des enseignants. Elles ont sur ce point précis joué leur rôle de syndicat au service des travailleurs. Concrétiser ce premier pas, après la conférence de presse, c'est exiger la

libération immédiate des militants soviétiques emprisonnés. Telle doit être la réponse du mouvement ouvrier français et mondial au communiqué de l'Agence TASS soviétique qui annonce, qu'on se le dise, que la conférence a été organisée par "une poignée de renégats pour vilipender le socialisme".

Partout dans le monde les travailleurs luttent, il n'est pas une seule victoire des uns que ne puisse utiliser les autres, toujours pour accroître les forces du prolétariat mondial, dans le combat pour construire le Parti Ouvrier International authentique.

A. KERVERN



LE PROGRAMME EN 13 POINTS DU FRELON

Une partie essentielle des 13 points du programme d'action du "FRELON" revendique, pour tous les citoyens polonais, la jouissance effective des libertés démocratiques, des droits de l'homme. Ces libertés et ces droits sont d'ailleurs garantis par la Convention internationale sur les droits civiques et politiques et la Convention internationale sur les droits économiques et sociaux qu'a récemment ratifiées le gouvernement polonais, et qui sont, de ce fait, devenues des lois internes applicables en Pologne.

Ces droits démocratiques élémentaires sont hautement revendiqués par le "FRELON", notamment dans les points 7, 8, 10 et 12 de son programme. En les adoptant comme lois, la caste bureaucratique régnante s'est engagée à les appliquer. Bon nombre d'entre elles sont d'ailleurs déjà inscrites dans la Constitution polonaise.

Tout cela n'empêche pas la caste bureaucratique dirigeante de les violer cyniquement, parce qu'elle sait mieux que personne que si la population laborieuse bénéficiait dans les faits du droit de s'exprimer, de publier ce qu'elle pense, de le dire à la radio; à la télévision; si elle disposait effectivement de ces droits démocratiques élémentaires que sont la liberté de réunion, d'expression, d'organisation, de manifestation, elle en userait immédiatement pour mettre en cause les privilèges intolérables de cette bureaucratie, pour contrôler les salaires des responsables, pour mettre fin à leurs trafics, pour imposer par exemple ce qu'avait décidé la Commune de Paris: qu'aucun membre du gouvernement ou fonctionnaire ne puisse gagner davantage que le salaire moyen d'un ouvrier. La même décision, sous le nom de

"maximum du Parti", avait été prise par le parti bolchévique au lendemain de la révolution d'Octobre, sous la direction de Lénine et de Trotski.

L'une des premières décisions de Staline, après sa victoire, à la tête de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, sur l'Opposition de gauche dirigée par Trotski, fut de mettre fin au "maximum du parti". Désormais les membres du Parti - qui, comme le pensent à bon droit les ouvriers tchécoslovaques (*), n'est plus un parti ouvrier, mais le parti des "nouveaux seigneurs" - ont pu recevoir un salaire 10, 20 ou 50 fois supérieur à celui des ouvriers, sans parler des innombrables avantages qu'ils s'attribuent illégalement en plus. C'est ainsi que Staline avait ordonné que les hauts fonctionnaires reçoivent chaque mois, en plus de leur salaire "officiel" une enveloppe contenant une épaisse liasse de billets. Et, pour être sûr que ces parasites trouvent des marchandises de luxe à acheter avec leurs beaux billets, et ne soient pas obligés de faire la queue comme un simple travailleur ou une simple travailleuse, il fit ouvrir des magasins spéciaux réservés aux "nouveaux seigneurs".

En Pologne, comme en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, les principaux moyens de production, les mines, les entreprises individuelles et commerciales sont nationalisés. Les bureaucrates ne peuvent assurer leurs privilèges qu'au moyen de leur monopole du pouvoir politique, appuyé sur un formidable appareil policier dirigé contre les masses travailleuses. La conquête par le peuple des libertés démocratiques, du droit de s'organiser dans l'organisation de son choix, dans le syndicat de son choix, de fonder des syndicats indépendants de l'Etat, indépendants du parti de la bureaucratie, de s'organiser dans un véritable parti ouvrier, un parti qui

défendra les intérêts des travailleurs et luttera pour briser le monopole politique du pouvoir dont jouissent les bureaucrates, pour le contrôle des producteurs sur l'organisation de la production et la répartition des produits - cela signifiera, pour les bureaucrates, l'annonce que leur fin est proche, très proche... C'est pourquoi, bien qu'ils les aient inscrites dans leurs lois, ils ne veulent pas entendre parler de les accorder aux travailleurs. A ceux qui les réclament, ils envoient la milice!

Ils vont même jusqu'à prétendre que les libertés démocratiques, les droits de l'homme seraient des libertés bourgeoises, des droits capitalistes. C'est là un mensonge éhonté, démenti par toute l'histoire du mouvement ouvrier, du mouvement de la classe ouvrière en lutte pour ses droits, pour ses libertés, contre l'exploitation capitaliste, pour le socialisme.

La seule liberté pour laquelle la bourgeoisie capitaliste ait jamais combattu, c'est la liberté du commerce, la liberté de l'industrie, la liberté de vendre et d'acheter, la liberté, pour les possesseurs d'argent, les capitalistes, de devenir propriétaires des usines, et d'exploiter les travailleurs contraints de leur vendre "librement" leurs bras pour ne pas mourir "librement" de faim. Par contre, là où les travailleurs ont conquis les libertés démocratiques, cela a toujours été par la lutte, une lutte poursuivie des dizaines et des dizaines d'années au prix d'innombrables sacrifices, d'innombrables victimes.

Oublie-t-on, par exemple, que le premier grand mouvement de la classe ouvrière anglaise, le mouvement chartiste, entre 1841 et 1846, avait pour but d'imposer au parlement anglais une "Charte" dont le point essentiel était le suffrage universel, le droit de suffrage pour tous les citoyens anglais - alors qu'à l'époque, dans le royaume de la "mère des parlements", le droit de vote était réservé à une petite minorité de propriétaires payant un impôt suffisamment élevé? Que les travailleurs anglais luttant pour le droit

de vote furent reçus à coups de fusil par des hommes de main du capital? Oublie-t-on que c'est seulement en 1872 que le droit de vote fut élargi, mais seulement encore à une minorité d'ouvriers qualifiés? Et qu'il fallut attendre 1919 pour que l'Angleterre octroyât le droit de vote à tous les citoyens mâles? 1945 pour que les femmes conquissent ce droit?

Oublie-t-on que, dès que le parti des travailleurs allemands, le parti social-démocrate, commença à développer son influence, en 1878, Bismarck fit adopter une loi d'exception contre les socialistes, et qu'une véritable chasse aux ouvriers socialistes commença, qui dura 13 ans? Pendant 13 ans, les travailleurs socialistes allemands furent l'objet d'innombrables persécutions de la police prussienne. Chassés de leur travail, inscrits par les patrons sur une liste noire, beaucoup d'entre eux, incapables de trouver du travail, périrent littéralement de faim avec leurs familles. Mais la solidarité ouvrière s'organisa, la lutte illégale des socialistes contre la loi d'exception se développa, l'organe du parti social-démocrate, interdit et persécuté, fut distribué chaque semaine à des milliers puis à des dizaines de milliers d'exemplaires. En 1890, le ministre des postes allemand devait reconnaître que "la poste socialiste fonctionne mieux que la poste officielle". La même année, une tonne et demie de journaux socialistes entrèrent en Allemagne dans les cales du cuirassé qui ramenait le Kaiser d'une visite officielle en Angleterre. L'année suivante, Bismarck tombait.

Relater l'histoire de la lutte pour les libertés démocratiques, ce serait relater toute l'histoire du mouvement ouvrier dans tous les pays. La démocratie, les droits et libertés démocratiques sont partie intégrante du programme socialiste depuis son origine. Ils en sont inséparables.

C'est pourquoi les capitalistes jalourent les bureaucrates qui ont privé les travailleurs de leurs droits politiques, s'efforcent de les imiter, de reprendre aux travailleurs

* Voir

le manifeste "Cent ans de socialisme tchèque"

leurs droits chèrement payés par le sang et les souffrances de tant d'entre eux.

C'est pourquoi le "FRELO", qui lutte pour le socialisme, donc pour la liberté, qui n'a pas d'autre ambition que d'aider les travailleurs à accomplir le programme socialiste tel que les fondateurs du mouvement ouvrier l'ont formulé il y a un siècle et davantage, accorde une place centrale dans ses treize points à la conquête de la démocratie.

PROGRAMME DU FRELO

Nous donnons les treize points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de les développer, point par point, plus largement.

- 1- La liberté du pays.
- 2- La destruction du monopole du P.O.U.P. qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au P.C.U.S.
- 3- L'évacuation par l'armée du Kremlin du territoire polonais.
- 4- La dissolution des forces répressives de la milice -MSW-dépendant du ministère de l'intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et staliniennes du KGB.
- 5- Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni aucune autorité administrative ou gouvernementale.
- 6- Le droit de grève (garanti par la Constitution).
- 7- La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution)
- 8- Liberté de la presse, de la radio, de la T.V., la suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.
- 9- La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.
- 10- Le changement de la procédure des élections au parlement. Le parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité Central du P.O.U.P.
- 11- La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO, n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.
- 12- L'autonomie des universités et des écoles supérieures (que garantit la Constitution).
- 13- L'annulation des accords avec l'U.R.S.S., traités nuisibles à la Pologne - (entre autres, les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).

Comment la lutte pour les libertés démocratiques signifie la lutte pour l'organisation des travailleurs indépendamment du parti des bureaucrates et de l'Etat sur lequel il règne ? C'est ce que nous examinerons dans le prochain numéro, en commentant notamment les points 4, 5, 6 et 11 du programme du "FRELO".

ROBERT MELVILLE

FEUILLETON POUR L'ANNIVERSAIRE DU MANIFESTE DE JUILLET

Le dégel politique qui avait suivi décembre 70 et janvier 71, appartient depuis longtemps à l'histoire. Au contraire se sont accentuées les repressions et l'utilisation de la terreur politique à l'égard de ceux qui s'étaient engagés le plus activement dans le mouvement d'opposition des syndicats ouvriers (1)*.

Ces repressions ont été soigneusement préparées par les états-majors sélectionnés des cadres du comité central du parti et du ministère de l'intérieur, en totale collaboration d'ailleurs avec les militants corrompus du Conseil Central des Syndicats qui ne doivent leur situation qu'à la complète inertie de cette organisation.

Ils ont divisé leur plan d'action en plusieurs étapes, pensant qu'une infiltration progressive et une neutralisation des rangs des militants ouvriers seraient beaucoup plus efficaces.

La propagande (2)* mit souvent à profit les engagements pris par GIEREK devant les ouvriers, tout en sachant parfaitement dès le début, qu'ils ne seraient de toutes façons jamais appliqués. Ainsi connaissant parfaitement le profond patriotisme de la classe ouvrière polonaise, ils se sont tournés vers elle en lui demandant son aide pour sortir le pays de la profonde crise économique dans laquelle il se trouvait. Et le "Aidez-nous (3)" rencontra une réponse positive auprès des ouvriers du pays tout entier. Il n'y a là rien d'étonnant

puisque GIEREK passait alors pour le défenseur des intérêts des ouvriers de Silésie (4)*, pour un communiste formé à l'Ouest et un ennemi de la Russie soviétique.

Les ouvriers se mirent à espérer en une Pologne indépendante, moderne, où les intérêts de la classe ouvrière seraient mis au premier plan.

En fait, l'état-major se mit à l'oeuvre ...

On commença par convoquer les assemblées de militants syndicaux par branches industrielles, et on entreprit tout de suite de les classer par degrés de haine et de méfiance vis-à-vis de l'équipe dirigeante. Dès cette époque et on était encore en 1971, le sort de plusieurs milliers de courageux militants ouvriers dévoués à leur classe fut tranché.

Ces militants dans leur majorité s'étaient retrouvés dans les instances de direction (5)* à la suite des résultats des élections d'après décembre et janvier, soit après la confrontation entre la classe ouvrière et le "kremlo-communisme".

Comme les blessures n'étaient pas encore cicatrisées et les souvenirs encore trop frais, on commença par abreuver les entreprises "turbulentes" de milliers d'agents, mouchards spécialement entraînés, de la milice et de la police politique.

- 1 - après janvier 71, un peu partout dans la région de Szczecin se déroulent des élections libres dans toutes les organisations sociales et politiques, ainsi dans les syndicats furent élus à cette époque des militants ouvriers issus des grèves de décembre 70, janvier 71
- 2 - officielle NDLR
- 3 - fameux slogan lancé par GIEREK aux ouvriers des chantiers navals WARSKI de Szczecin lors de sa rencontre avec le comité de grève le 24 janvier 71
- 4 - avant d'être nommé au poste de 1er secrétaire, GIEREK était secrétaire du parti pour la région de Silésie, puissante concentration du prolétariat minier.
- 5 - à l'échelle de l'entreprise ou de la région NDLR

Les provocations et menaces à l'égard des militants de l'opposition augmentèrent graduellement. Tous les moyens possibles furent utilisés ; les pots de vin, le chantage de la famille, le déplacement à des postes inférieurs au travail. Je sais par exemple qu'une prostituée fut utilisée pour créer un scandale et ainsi permettre l'arrestation de quelques militants très importants de l'une des entreprises de Szczecin. Seule la position ferme et décidée des ouvriers de l'entreprise leur évita de passer devant le tribunal. On procéda aussi à la mutation des hommes de loi de l'appareil du parti qui sympathisaient avec les ouvriers.

Les élections aux conseils d'entreprise (1) de 1972 démontrèrent clairement que l'état major anti-ouvrier de GIEREK était passé à l'offensive. Ainsi, utilisant différentes formes de pression, tout à fait étrangères à la morale, on obligea certains militants à se retirer.

Ceux qui demeurèrent passèrent alors sur le terrain défensif. On parlait de moins en moins des engagements de GIEREK de janvier 71.

Ainsi, il apparut que les assassins des ouvriers de la Baltique étaient en fait tout à fait innocents. On les fit disparaître des regards, mais pour les muter à l'autre bout de la Pologne où ils continuaient tranquillement à accomplir leur sale besogne.

Le secrétaire du comité régional du POUP de Szczecin par exemple célèbre pour avoir crié en décembre 70 : "Mais pourquoi donc

ne tire-t-on pas sur cette racaille?" fut nommé conseiller général de Szczecin. On traita les autres à peu près de la même façon.

Fondamentalement, c'est en 1973 que le gouvernement contrôla totalement la situation.

On décida de réformer le code du travail et de liquider les Centrales Régionales des Syndicats (2) où fleurissaient les militants de l'opposition, difficiles à éliminer autrement.

La propagande soulignait sans cesse les mérites de l'équipe GIEREK appelant à augmenter les efforts et la discipline, qui servait d'ailleurs de couverture pour forcer au silence ceux qui n'étaient pas d'accord avec les mesures du gouvernement.

Ceux qui n'hésitaient pas à critiquer ouvertement les fautes répétées du gouvernement furent dénommés des "gueulards" qui ne cherchent qu'à troubler le bien être "idyllique" sous GIEREK. Et commença la chasse aux sorcières.

Le gouvernement avait compris qu'il contrôlait maintenant tout à fait la situation et il entreprit donc d'isoler les militants de leurs arrière-pensées, soit les entreprises où ils travaillaient depuis de nombreuses années.

Dans ces conditions la hausse des prix que GIEREK aurait voulu faire passer en Juin 76, n'eut pas pour conséquences de mouvements très importants sur la Baltique.

Et la vague de protestations ne prit pas les dimensions qu'elle avait eu dans les années précédentes.

Les grèves furent étouffées dans l'oeuf, les militants arrêtés, interrogés et brutalisés par la milice et licenciés par procédure disciplinaire pour résistance aux ordres de la direction de l'entreprise.

C'est le sort qui fut réservé à plusieurs centaines de militants sur la côte Baltique.

Par contre, les troubles vinrent d'ailleurs, d'endroits où le gouvernement ne les attendait absolument pas : URSUS, RADOM, LODZ, MIELEC, TORUN et de nombreuses autres villes. Le gouvernement passa à l'action étouffant avec une grande brutalité la résistance des ouvriers. Pourtant redoutant que la révolte ne s'étende à tout le pays, il annula la hausse des prix.

La situation amena donc les militants ouvriers à passer dans la clandestinité.

Dans toutes les grandes entreprises industrielles existent des groupes de militants qui s'organisent pour développer la discussion pour faire prendre conscience à leurs camarades.

Et l'ouvrier qui se trouve licencié pour avoir dépassé la mesure, pour s'être livré à une action politique, sait qu'il se trouve des gens pour l'aider à retrouver du travail et ses droits.

Sur le même plan que le KSS kar (1) qui agit officiellement, de nombreux groupes réunissant des militants ouvriers de l'opposition eux aussi agissent.

Malgré tout cela, aujourd'hui la condition de l'ouvrier polonais n'est pas très drôle. L'importance de l'inflation a encore rogné sur des revenus pourtant déjà peu élevés.

Le salaire d'un ouvrier qualifié, mis à part quelques entreprises privilégiées de ce point de vue, ne suffit pas pour nourrir une famille de quatre personnes. Cette situation oblige les femmes à travailler. Plus que jamais se développent la prostitution, la délinquance juvénile et l'alcoolisme. L'ouvrier s'il veut habiller convenablement sa famille, est obligé de limiter les dépenses de nourriture (2) Les conséquences sont évidentes. L'absentéisme augmente dans les entreprises, et les écoles à la suite de maladies qui prennent l'apparence de véritables épidémies. Il y a de plus en plus d'épidémies de grippe, d'angines, wszawica qui sont des maladies témoignant du niveau de vie de la population.

Et l'on peut dire que plus que jamais cette blague que racontent volontiers les ouvriers, est aujourd'hui actuelle :

- Debout les damnés de la terre !
Les bonzes du parti se lèvent

- Debout les forçats de la faim !
Les ouvriers se lèvent.

Les hausses de prix camouflées les amendements de la constitution (3) et du code du travail, ainsi que les autres mesures qu'a pu prendre l'équipe GIEREK, ont complètement épuisé les quelques restes de confiance qu'elle pouvait avoir encore dans le peuple.

Car, comment qualifier autrement une politique menée au détriment de la classe ouvrière qui dans les difficiles journées de décembre et de janvier 70/71 les avait comblés d'un précieux crédit de confiance ?

Cela ne peut se définir que par un mot : TRAHISON

1 - équivalent des sections d'entreprise des syndicats
2 - elles concentraient en effet tous les élus ouvriers, qui menaçaient la position des bureaucrates

*1 - Comité d'auto-défense sociale, ex-comité de défense des ouvriers.
2 - selon les statistiques officielles en Pologne la moitié des revenus d'une famille moyenne passe dans la nourriture.
3 - qui ont donné naissance au mouvement actuel de protestation des intellectuels.

Le socialisme est un grand mot. Il signifie aussi l'égalisation des droits entre ceux qui sont en haut et en bas de l'échelle.

En juillet cela fera 34 ans que les kremlo-communistes tiennent le gouvernement. La seule chose qu'ils ont été capables de réaliser, c'est de faire tant et si bien que le mot SOCIALISME sonne comme quelques chose d'hostile aux oreilles de l'ouvrier polonais, qu'il faut un appareil de repression impressionnant pour étouffer

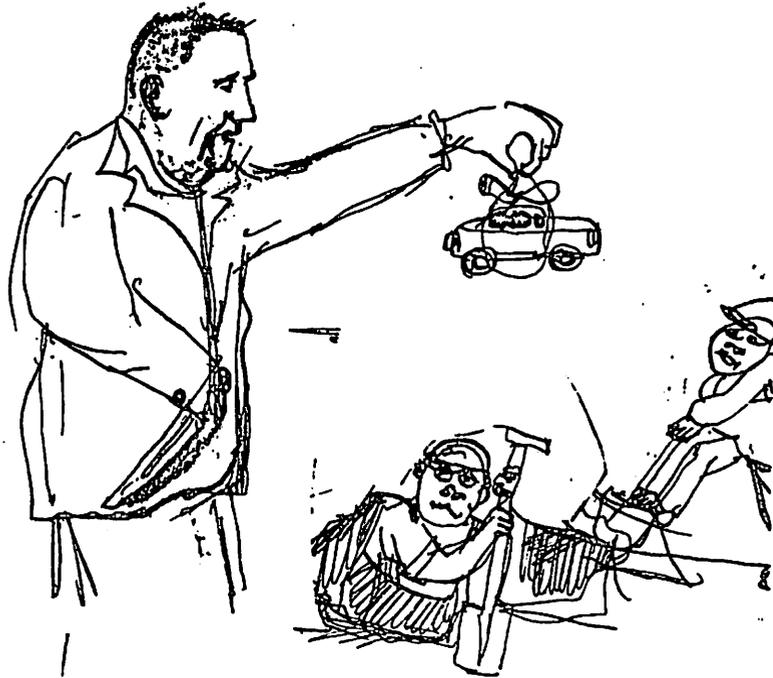
les justes manifestations de la résistance ouvrière, que la Pologne est devenue de fait une colonie de l'impérialisme soviétique, trempée dans le sang ouvrier.

Pour conclure ce court feuilletan, je voudrais adresser une seule et unique question à l'administration GIEREK :

Messieurs, connaissez-vous encore le sens du mot CONSCIENCE ?

Que vous n'en ayez pas, c'est prouvé et j'y reviendrai, mais sachez que LE TEMPS TRAVAILLE CONTRE VOUS.

MARIA



L'OPPOSITION INTELLECTUELLE ET LA CLASSE OUVRIERE (3)

En Pologne, l'église catholique est un puissant bastion de résistance au pouvoir totalitaire des bureaucrates néo-staliniens qui cherchent à dissimuler leur illégitimité en s'abritant derrière les initiales du Parti Ouvrier Unifié Polonais

Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer à nos lecteurs polonais pourquoi ce parti n'a absolument rien de polonais, que s'il est unifié c'est que tous ces brigands et traîtres à notre peuple s'y sont en effet tous "unifiés", et qu'enfin le qualificatif d'ouvrier est tout bonnement usurpé puisque ce parti n'est absolument pas au service de la classe ouvrière.

Ainsi la résistance de toute la population se concentre contre ce parti, ce qui est le seul frein que celui-ci connaisse à ses appétits égoïstes jamais rassasiés.

Je voudrais, dans cet article évoquer le rôle de l'église catholique en tant que force d'opposition et de résistance au régime. Je n'entreprendrai absolument pas dans des problèmes découlant des différences philosophiques entre l'ordre évangélique et le point de vue matérialiste. Je me contenterai d'analyser certaines déclarations du haut clergé de l'église polonaise, qui peuvent avoir des conséquences pratiques pour l'opposition en Pologne.

Je sais qu'il y a un peu de malhonnêteté à extraire certaines phrases de l'ensemble du contexte de la déclaration ou de la lettre pastorale citée. Mais je tiens à assurer nos lecteurs, que je ne le fais que dans le seul but de servir la cause de notre peuple.

Je suis moi-même athée, mais j'ai été élevé dans un milieu où l'évangile marquait profondément les consciences du sceau de la morale

catholique, c'est la raison pour laquelle je suis particulièrement sensible aux divers processus qui peuvent avoir lieu au sein de l'église catholique, autant qu'aux changements se produisant dans la société elle-même qui est soumise aux "pressions" de la doctrine évangélique d'une part, et aux courants matérialistes d'un monde moderne, d'autre part.

"TYGODNIK POWSZECHNY" -/
hebdomadaire catholique paraissant légalement en Pologne/ - du 12 février 78 a publié l'HOMELIE prononcée le 6 janvier 78 dans la basilique de la cathédrale de Varsovie, par le Primat de Pologne; le Cardinal STEFAN WYSZYNSKI.
L'hebdomadaire catholique lui-même souligne le caractère intégral et authentique de cette homélie.

Le thème en était le rôle de l'église catholique en Pologne populaire, et les obstacles que le système politique dresse à sa politique d'évangélisation.

Au cours de sa déclaration le Cardinal a notamment déclaré dans un passage intitulé : " LES DOULOUREUSES EXPERIENCES QUI DECOULENT DES ERREURS DU PASSE".

"... Nous pourrions rappeler ici les erreurs dues au fait que la mécanisation a pris le pas sur la personne humaine. Ces erreurs se produisirent aussi bien dans le domaine de la culture nationale, que celui de la pensée, de la politique de la natalité ou de l'église qui, depuis dix siècles est au service de la culture chrétienne de la nation."

Et plus loin encore : ... 30 ans de travail et de dialogue avec le nouveau système nous ont permis de mieux le comprendre;"

/.../ "Toute occupation entraîne certaines déformations des moeurs sociales.

Ainsi les nombreuses guerres et occupations que notre Patrie a subi, ont eu et ont pour conséquences certains défauts, certains écarts des mœurs sociales".

Dans la deuxième partie de son homélie, le Cardinal évoque la visite que tout l'épiscopat polonais a rendu fin novembre au Vatican (*).

Et le 1er décembre 77, GIÉREK était reçu par le pape :
"... Lors de sa rencontre avec son interlocuteur, Sa Sainteté a laissé entendre qu'elle n'était pas sans avoir aperçu dans notre pays une plus grande prise en considération des éléments humanistes. Ce sont particulièrement les initiatives par les pouvoirs publics pour le bien de la famille, la protection des jeunes ménages, et une politique nataliste qui favoriserait l'augmentation des naissances de jeunes polonais et élèverait ainsi la moralité de la jeunesse." /.../ "Le Saint Père a pu ainsi s'entretenir très ouvertement avec ses hôtes. Ainsi dans ce domaine, l'église catholique avec ses principes moraux concernant la famille, le mariage, peut-être d'une grande aide".

Il se pose alors la question de savoir comment améliorer l'intervention de l'église catholique en Pologne pour qu'elle surmonte toutes les déviations morales et sociales qui sont, comme je le disais, des reliquats des occupations, des guerres et autres situations.

Une telle question concernant le travail et l'engagement dans son travail, n'est pas uniquement un problème physiologique ou technique; c'est aussi une question de principes moraux des travailleurs contre la fénéantise.

Ceci est évidemment étroitement lié à la sobriété.

Sans l'aide de la morale et de la religion, il est impossible de surmonter l'alcoolisme si nuisible qui détruit notre peuple.

Il en va de même en ce qui concerne le désintéressement dont il faut faire preuve en général dans son travail. Cela exige qu'on soit capable de surmonter ce défaut qui abaisse notre peuple, je veux parler des pots de vin et de tous les genres de corruption, de luxure souvent atteinte en grugeant la société.

Comme le dit l'écriture, "nous ne devons pas travailler pour nous mêmes, mais pour le Créateur /évangile 6,6/ Dieu nous regarde".

En conclusion, le Cardinal WYSZYNSKI a résumé en une phrase ce qui selon lui devait apprendre la sagesse au peuple polonais :

"... La souffrance et les difficultés nous apprennent la sagesse!"

- o o o -

Chers lecteurs !

L'homélie prononcée par le Cardinal WYSZYNSKI, le 6 janvier, compte plusieurs milliers de mots.

Elle rappelle un certain nombre d'événements historiques qui se sont produits au cours des siècles d'histoire dans notre pays, elle brosse un portrait de l'action de l'église catholique en Pologne qui a toujours défendu la culture nationale et l'existence de notre pays.

Les leçons de morale que les prêtres faisaient du haut de leur chaire le dimanche, le catéchisme

et les différentes organisations de bienfaisances animées par ces derniers, ont toujours été d'un grand secours pour la population dans les années difficiles de l'annexion et de l'occupation (*).

Les églises étaient à cette époque, et elles le sont restées, des "asiles spirituels" d'un peuple opprimé par les envahisseurs et par les occupants, et par les renégats de collaborateurs à qui la terre polonaise a si souvent donné le jour et le fait encore actuellement.

Nous ne pouvons oublier les milliers de prêtres et de moines qui se sont conduits en héros - avec le père COLBA en tout premier lieu - et qui ont fini fusillés ou exterminés dans les camps de la mort du IIIème Reich.

Nous ne pouvons pas oublier non plus ces fidèles serviteurs de l'église catholique, qui ont péri dans les camps de concentration soviétique et ceux, qui, aux confins de la Sibérie ont apporté leur soutien spirituel et réconforté leurs compagnons de servitude et dont les os blanchissent dans les toundras et taïgas sibériennes.

Sans oublier donc tous les apports de l'église dans le combat contre le régime du POUK, nous devons aussi observer attentivement et commenter toutes les actions des dirigeants ecclésiastiques afin de pouvoir séparer l'action positive que l'église incontestablement même de certaines autres qui ne servent pas le combat de notre peuple contre la dictature des traitres et des tyrans des palais du Kremlin.

*note : il s'agit des années d'annexion d'une partie puis de la totalité du territoire polonais par l'Autriche, la Prusse et la Russie, de la fin du XVIII -1772- à la fin de la première guerre mondiale -1918- et de l'occupation par l'armée hitlérienne au cours de la 2ème guerre mondiale.

*note : ville sainte en Pologne, centre de nombreux pèlerinages à la patronne du lieu, la vierge noire de Czestochowa.

Avant de commenter le fragment de l'homélie que j'ai cité, je voudrais encore rappeler une lettre pastorale lue le 15 septembre 1968 à Czestochowa (*) à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance.

Cette lettre fut signée par le primat de Pologne, le Cardinal Stefan WYSZYNSKI, le métropolitain, le Cardinal WOJTYLA, ainsi que par les archevêques et les évêques polonais.

Je ne citerai que les extraits suivants qui sont le fondement même de toute la lettre :

"... La liberté est le don essentiel que Dieu ait fait à chaque homme. Pour un peuple cela signifie la possibilité de décider librement et sans contrainte du bien commun.

Une telle liberté est la condition du développement de ce peuple du point de vue spirituel et matériel.

Elle appartient à tous ceux qui peuvent y prendre part, en tant qu'hommes libres jouissant de tous les droits de citoyens à part entière dans leur propre état, sans être soumis ou condamnés à différentes limites et tourments.

DURANT TOUTES LES OCCUPATIONS DE LA POLOGNE NOUS AVONS PRIÉ dieu qu'il nous donne une telle liberté pour notre pays. AUJOURD'HUI NOUS CONTINUONS A PRIER POUR QUE DIEU NOUS LA CONSERVE ET LA CONSOLIDE ; CONSERVE NOUS SEIGNEUR NOTRE PATRIE LIBRE !"

La lettre se termine par ces mots :

" Nous te chantons ce TEDEUM pour te remercier et nous nous unissons en un chant puissant de tout le peuple :

(*) Comme nous le signalions déjà dans le n° 4 du FRELON, GIÉREK avait effectué lui aussi un pèlerinage dans la capitale apostolique, au même moment

ET SUR TON AUTEL, NOUS DEPOSONS NOTRE
PRIERE : CONSERVE NOUS SEIGNEUR NOTRE
PATRIE LIBRE ! Amen !

Ces paroles résonnaient dans toute la Pologne MOINS DE CINQ MOIS APRES LES MANIFESTATIONS ETUDIANTES qui avaient justement pour mots d'ordre centraux : LA LIBERTE ET L'INDEPENDANCE.

Les étudiants polonais lançaient un avertissement à toute la population affamée : "PAS DE PAIN SANS LIBERTE".

A Varsovie, à Poznan, à Lodz et Szczecin et dans toutes les grandes villes universitaires de Pologne, sur les murs, sur les banderoles étudiantes on pouvait lire ces mots :

"A BAS L'OCCUPATION SOVIETIQUE - NOUS
VOULONS LA LIBERTE ET DU PAIN A VOLONTE"

Qui était alors dans l'ERREUR ? QUELLE était l'interprétation ERRONEE de la situation dans notre pays ?

Comment concilier le "A bas l'occupation soviétique", avec le "Nous avons prié Dieu pour une telle Liberté" ?

Bien sûr, il n'est pas faux de dire que les guerres, les occupations, les partages, sont la cause de nombreuses "déviation sociales des mœurs" et des défauts qui ne manquent pas aux polonais.

On peut même aller jusqu'à dire que c'est son engagement dans la clandestinité qui a "dévoté" le caractère de Gomulka, ou que c'est dans les forêts de KIELCE que MOCZAR prit de mauvaises habitudes (*), ou qu'enfin GIEREK a été "dévoté" en France, ou en Belgique. On peut encore ainsi justifier des centaines et des milliers de polonais.

*NOTE :- allusion à l'engagement de MOCZAR dans les rangs des partisans pendant la IIème guerre mondiale
- ce qui n'existe pratiquement pas.
- abréviation pour République Populaire de Pologne, très souvent utilisée dans les textes officiels.

Mais QUI a brisé le caractère de 52,3 % de la population nés après la deuxième guerre mondiale dans le "paradis" "socialiste", copié sur le modèle de l'U.R.S.S. ? et les 11,7 % qui avaient à peine sept ans à la même époque ? Les invasions tartares, le déluge suédois, l'époque des partages par les trois puissances de la Sainte Alliance ont laissé des traces dans les livres d'histoire, mais, même les plus vieux polonais portent le poids de ce lourd héritage.

L'occupation par l'armée hitlérienne a, en quelque sorte cimenté l'unité du peuple polonais par les combats héroïques que les polonais ont menés et qui s'inscrivent en lettres d'or dans les pages de notre histoire.

Alors quels sont ceux qui boivent cette mer de vodka ou d'alcool / je ne cite même pas les statistiques officiels, car c'est terrible !/..

Alors qui a appris aux jeunes polonais à boire la vodka au goulot ? Qui est le "moniteur", moralement parlant, de cette façon de boire, de cette culture de l'alcoolisme ? La mécanisation ? Le bien-être ? Un nombre suffisant de bars, cafés, clubs propres et agréables ? (*)

Quant à la façon dont le gouvernement peut se soucier des éléments humanistes dans notre pays et qui aurait valu à GIEREK les compliments du Saint-Père, voilà qui me laisse perplexe. Est-ce que ses informateurs ont vraiment dépeint une image complète de la situation polonaise au chef de l'église catholique qui approuve ensuite avec un tel optimisme la politique humanitaire de la R.P.P. (*)

Je laisse aux lecteurs, le soin de choisir la réponse qui leur convient.

Je vous laisse aussi le soin de répondre, lecteurs : Liberté ou occupation, souveraineté ou domination d'une puissance sur une autre plus faible ?

C'est de la même façon que je me contenterai de commenter la déclaration du Cardinal WYSZYNSKI, en posant une série de questions auxquelles le lecteur répondra lui-même.

Ainsi : "... Nous aurions pu parler des erreurs nées de la prédominance de la machine sur la personne humaine".

Le Cardinal pense-t-il vraiment que la lutte entre l'évangile et le matérialisme se déroule sur ce terrain là, sur le terrain de la mécanisation des moyens de production ?

Alors pourquoi se référer ensuite aux paroles de l'évangile "... l'église dans la liturgie de l'Apparition Divine revient souvent sur le fait que Dieu qui donne le Royaume des Cieux n'est absolument pas en compétition pour le Royaume de la Terre". D'ailleurs le Christ dit lui-même : "Mon royaume n'est pas de ce monde" / év. selon St Jean 18,36/

Est-ce que le colonel soviétique WIECOWSKI et son aide de camp DEMIDOK (*) sont venus arrêter le Cardinal WYSZYNSKI le 26 septembre 1953 parceque il y avait "prédominance de la machine sur la personne humaine" ??

Alors ne faudra-t-il pas modifier quelque peu l'évangile en ce qui concerne le progrès de la technique ?

La culture nationale en Pologne fut-elle freinée par le développement de la technique ou bien il se trouve aussi des HOMMES qui en portent la responsabilité .

S'il est vrai, comme le dit le Cardinal que ... "après trente ans de dialogue de l'église avec la nouvelle conception du monde", il faudrait peut-être ajouter : avec ce régime stalinien de valets, l'église, je pense, comprend ces choses là.

D'ailleurs, la vérité des paroles du Cardinal va plus loin. C'est TOUT LE PEUPLE qui comprend parfaitement le jeu que le régime joue vis-à-vis de l'église et ce qu'il escompte en lui facilitant un peu son action.

Est-ce que GIEREK et les évêques polonais ont bien dit au pape comment un jeune ménage en Pologne était obligé d'attendre de huit à dix ans pour un studio ?

Où doivent-ils donc naître ces jeunes polonais en question ? Dans les étroits logements des grands parents ? Ou peut-être dans les spacieux appartements des bureaucrates de haut rang, ou dans les locaux du parti, qui, eux, ne manquent pas ?

Une telle politique nataliste dans un tel cadre social apporteront sûrement un niveau moral supérieur à la jeune génération ?

Je me contenterai d'en rester là, laissant aux lecteurs le soin de juger par eux-mêmes du reste de l'homélie, car, malheureusement nos colonnes sont limitées en place.

Mais je tiens tout de même à faire remarquer que je trouve fort discutables les paroles de l'évangile qui appellent à ne pas travailler pour soi, mais pour le Créateur./év. 6,6/

Est-ce le Créateur qui a besoin de tracteurs, de nouveaux logements, plus de nourriture et de biens matériels ?

(*) - agents tous deux de la XIème section des Services de Sécurité /police politique /

Et je terminerai sur cette interrogation que j'adresserai au Cardinal WYSZYNSKI.

Ets-ce la SOUFFRANCE et les DIFFICULTES qui doivent vraiment apprendre la sagesse aux polonais ?

Parceque si ce sont des méthodes éducatives efficaces, alors de tous les peuples, les polonais sont certainement parmi les plus "sages".

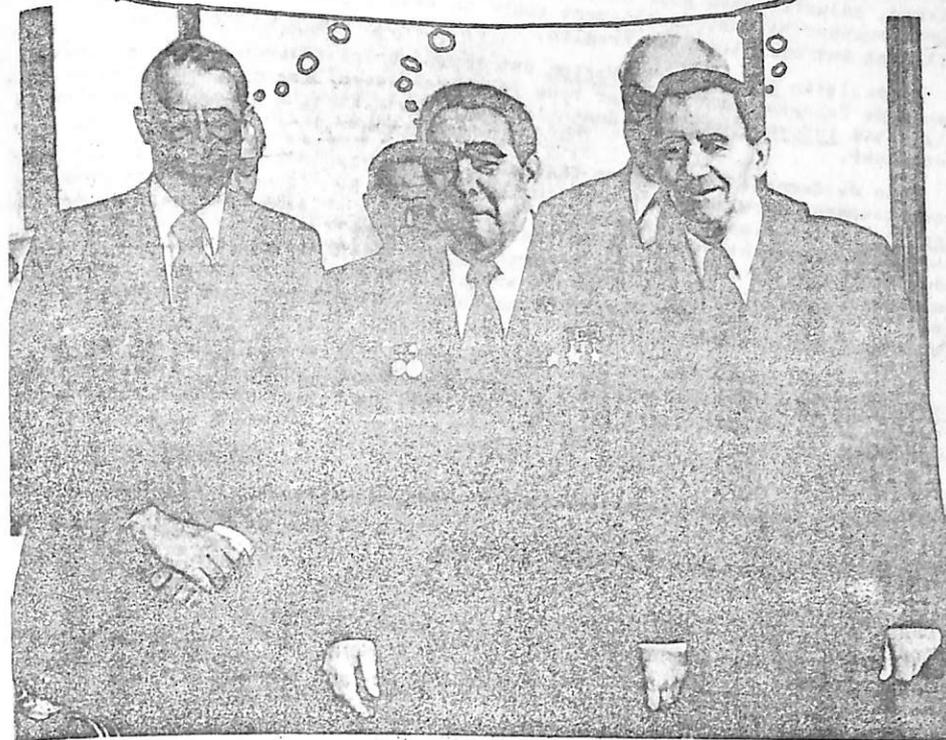
Est-ce vrai, lecteurs croyants, que vous AVEZ PRIE DIEU D'ACCORDER UNE TELLE LIBERTE A NOTRE PAYS ?

RIWAREZ



« LA FACE RADIEUSE DE LA DETENTE »

Éh oui, c'est comme ça, au nom de la "détente" politique, il faut bien quelques prisonniers politiques, mais on n'en est que plus "détendus"...



CYRUS VANCE, LEONID BREJNEV ET ANDREÍ GRÓMYKO
« Nous avons avancé »

prix du numéro: 5 f.

rédaction : B.P. 240 * 75 564 PARIS CEDEX 12

directeur de la publication : Jean AYME

**imprimerie spéciale INFORMATIONS OUVRIÈRES
87 rue du Faubourg St-Denis — 75010 PARIS**

commission paritaire n° 60 715

